

Développons nos luttes en dehors des syndicats.....p.2
Le PCF devient plus "radical" pour mieux défendre le capital.....p.2
En 47, déjà le PCF et la CGT sabotaient.....p.3
Lutte de classe internationale.....p.4
Afrique du Sud.....p.4
Syndicats de base.....p.6
Chazé est mort.....p.6

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International, n° 125, Oct. 84, 4 Ff/30 Fb/2 Fs/0,4 cts Can.

EDITORIAL

■ La bourgeoisie peut bien continuer à faire le silence, à minimiser, à dénaturer dans sa presse la réalité internationale des luttes ouvrières contre les programmes d'austérité et de licenciements massifs qu'elle met en œuvre dans tous les pays.

Cette réalité de la reprise des combats de classe, n'en continue pas moins d'exister. Elle s'affirme semaine après semaine, depuis plus d'un an, tout particulièrement en Europe, au cœur même de son système. En Belgique, en Hollande, en RFA, en Scandinavie, en Espagne, au Portugal, en Angleterre, en France.

La bourgeoisie peut bien se féliciter d'être parvenue jusqu'ici, grâce surtout à ses syndicats, à isoler, affaiblir, contrer les luttes que les ouvriers ont engagées simultanément ou à quelques semaines d'intervalle dans ces différents pays, dans différents secteurs. Elle peut certes bien se réjouir d'être parvenue à mettre à profit toutes les hésitations qui ont subsisté et qui subsistent encore dans les rangs ouvriers à engager le combat ; à entretenir en leur sein le corporatisme, le régionalisme, le nationalisme, et ainsi éviter que les luttes se solidarisent, que dans la pratique de son combat, la classe ouvrière affirme son unité de classe contre son système de domination économique et politique.

On doit l'admettre, mais il n'en demeure pas moins vrai que la bourgeoisie n'est pas arrivée pour autant au bout de ses peines et qu'elle le sait parfaitement. Elle sait que dans les mois qui viennent, au lendemain des élections américaines, il va lui falloir encore accentuer la mise en place de programmes d'austérité et de licenciements, que la défense de son système en crise exige impérativement ; programmes qui sont à l'origine de toute la colère ouvrière qui s'exprime dans tous les secteurs, dans tous les pays. Elle sait que là où elle est parvenue à mettre fin à la lutte, elle n'a nullement obtenu des ouvriers une passivité durable. Elle sait que la détermination et le courage exemplaires dont ont fait, et continuent de faire preuve, les mineurs britanniques, malgré les sabotages des syndicats, malgré la répression, ne sont pas une spécificité anglaise, mais l'état d'esprit, la détermination et le courage que sont de plus en plus contraints de déployer contre elle les ouvriers dans tous les pays occidentaux. Elle sait que l'entrée en grève des dockers britanniques en solidarité avec les mineurs n'est pas accidentelle, mais un besoin de plus en plus clairement ressenti dans toute la classe ouvrière.

Elle sait qu'en France, l'entrée en lutte des ouvriers de Renault contre plus de 10 000 licenciements risque de servir de point de cristallisation et d'unification à un mouvement de mécontentement social, qui, compte tenu de la défiance accumulée dans ce pays contre la gauche et les syndicats, pourrait échapper à son contrôle et servir d'exemple à tous les ouvriers d'Europe et du monde. Elle sait tout cela, et elle ne reste pas les bras croisés. Tandis que dans tous les pays l'action de sabotage de ses syndicats s'intensifie, face à la menace qui pèse de façon plus immédiate en France, la CGT et le PCF se dégagent "de toute solidarité avec le gouvernement", de façon à avoir les mains plus libres pour empêcher toute unification des luttes ouvrières.

Ce faisant, la bourgeoisie confirme dans quel sens la riposte doit se poursuivre : une lutte massive, coordonnée, unie, par-delà les ateliers, les corporations, les régions, les nations ; en dehors et contre les syndicats, les partis de gauche comme de droite, pour la défense des intérêts ouvriers contre ceux du capital.

RENAULT LES SYNDICATS « METTENT LE PAQUET » POUR ETOUFFER LES LUTTES

■ "Quand Renault éternue, la France s'enrhume" aimait ressasser il y a quelques années la bourgeoisie à propos de la situation sociale. Aujourd'hui, il est clair que la profondeur du mécontentement social qui s'est exprimée et s'exprime encore plus largement au travers les luttes ouvrières dans les chantiers navals, à Creusot-Loire... prouve, si besoin en était, que la France a déjà beaucoup "éternué" ces derniers mois. C'est donc dans ce contexte social que doivent être annoncés, courant octobre, près de 12 000 licenciements à Renault après que plusieurs milliers soient intervenus à Talbot Poissy et que 3000 autres viennent tout juste de tomber à Citroën. L'épée de Damoclès constituée par ces licenciements tout proches à Renault n'a pas laissé les travailleurs sans réaction. Pour preuve, la nécessité de la CGT d'organiser un meeting, de manière imprévue, à Renault-Flins, dès le 7 septembre.

Conscient de la situation sociale, des risques encourus et des "responsabilités" qui lui incombent, Krasucki prend les devants : "les travailleurs doivent mettre le paquet" claironne-t-il le 16 septembre sur les ondes radio. Par là, il montrait clairement la stratégie qu'allait adopter la CGT.

Les actions "radicales et spectaculaires" opérées actuellement par la CGT dans les usines Renault est symptomatique de la rapidité avec laquelle elle est obligée de passer aux actes. Que ce soit la "Régie Renault nationale" où la CGT concentre

spécialement ses efforts n'est pas le fruit du hasard, car les usines Renault sont un symbole de la lutte ouvrière en France.

En 1947, bien que dans un contexte différent du contexte actuel, les grèves à Renault seront l'occasion pour le PC de quitter le gouvernement Ramadier. De même, les grèves à Flins et à Billancourt seront une référence permanente en mai 1968.

En concentrant aujourd'hui ses "efforts" sur les usines Renault, la CGT tente de se "refaire une virginité", d'apparaître comme un syndicat pur et dur, "le syndicat des travailleurs". Il est vrai que l'ampleur de son affaiblissement idéologique opérée durant les trois ans où le PCF est resté au gouvernement, laisse des traces indélébiles dans les consciences ouvrières, traces qu'il est nécessaire de tenter de faire oublier rapidement. Le message ne s'adresse pas seulement aux seuls travailleurs de Renault, mais à l'ensemble de la classe ouvrière en France. La stratégie présente n'est pas seulement une stratégie face à la situation immédiate à Renault, mais aussi une préparation pour les luttes qui ne peuvent manquer de se développer à l'avenir.

Consciente de "jouer avec le feu", la CGT, de plus en plus "extrémiste" dans sa phraséologie, sait qu'elle doit "durcir ses actions".

C'est dans l'usine du Mans qu'elle déclenche son offensive, c'est à dire dans une usine excentrée de la région parisienne, et où le PC et la CGT restent influents. Quelques jours plus

tôt, au contraire, elle avait tout fait pour désamorcer des débrayages qui auraient pu dégénérer à Renault Flins et à Billancourt.

Le scénario a été préparé soigneusement avec la direction : cette dernière annonce que la 5ème semaine de congés payés doit être prise en fin d'année obligatoirement, et la CGT en fait son cheval de bataille (avec l'obtention d'une prime allant de 300 à 100F selon les usines). Ces deux revendications, sur lesquelles la direction peut céder facilement, permettent d'occulter la préoccupation ouvrière essentielle du moment : c'est à dire la question des licenciements. En céant aux deux revendications mises en avant par la CGT, la direction de Renault permet en outre à la CGT de crier : "victoire"! Une manière comme une autre de faire accréditer l'idée qu'avec une CGT forte, les travailleurs peuvent gagner...des miettes!

Aujourd'hui, alors qu'à Flins et à Billancourt la production est normale, c'est dans les usines de Sandouville, Douai et Cléon que la CGT a "étendu" le mouvement revendicatif, en prenant soin bien sûr qu'il n'y ait aucun lien réel entre les différentes usines.

Souvenons-nous de ce qu'ils ont fait à Talbot et à Citroën : après avoir épuisé les ouvriers dans des luttes stériles, avant que les licenciements ne tombent, quand la CGT a eu bien préparé le terrain, c'est en pleine période de vacances que, pour Talbot comme pour Citroën, la direction a envoyé les lettres de licenciements!

(Suite p.3)

GRANDE-BRETAGNE LA FORCE DES OUVRIERS, C'EST LA SOLIDARITE

■ Depuis 7 mois maintenant, plus de 100 000 mineurs luttent avec acharnement.

Pourtant, ils ont dû affronter durant ces 7 mois toutes les forces du capital : police, justice, syndicats, mass-médias. Mais leur refus du plan de licenciements du gouvernement Thatcher qui prévoit d'envoyer 70 000 d'entre eux au chômage, est le plus fort.

La détermination des mineurs

Depuis sept mois, ils subissent la répression quotidienne de l'Etat. A l'heure actuelle, 5000 ouvriers ont été arrêtés, 2000 ont été blessés dans des affrontements avec la police anti-émeutes ou l'armée en uniforme de police. 2 mineurs sont morts dans les piquets de grève. Le pays est sillonné de barrages sur les routes pour empêcher les ouvriers de discuter avec

d'autres ouvriers. Dans les villages, les puits sont placés sous la surveillance de la police anti-émeutes qui s'en prend aux ouvriers dans la rue, dans leurs maisons ou dans les pubs. Les téléphones sont coupés, les réserves de nourriture et de vêtements saisies.

Pour résister à cette terreur étatique, la plus forte en Grande-Bretagne depuis 1920, les mineurs tentent de s'organiser. A l'occupation des villages ont répondu de nombreuses émeutes spontanées, dirigées contre les commissariats. Les attaques de la police contre les piquets de grève se sont heurtées à des barricades. En réponse aux barrages de police, les mineurs ont bloqué des routes et des ponts pour prévenir l'avancée des forces de répression. Ils ont organisé la destruction d'entrepôts de charbon ou de locaux de la Compagnie des Mines, ce à quoi le syndicat des mineurs a réagi -en bon défenseur des biens ca-

pitalistes- en constituant des patrouilles pour protéger les patrons.

Face à la terreur de l'Etat, les mineurs commencent à organiser leur propre violence de classe à travers la constitution d'embryons de groupes d'auto-défense. Le mythe de l'Etat "démocratique", au service des ouvriers, tombe.

Sans salaires depuis 7 mois, les mineurs continuent cependant à tenir bon. Ils s'organisent pour survivre. Ils vivent la plupart du temps sur les revenus de misère que gagnent soit leurs femmes qui ont encore du travail, soit leurs enfants, soit la famille ou les amis. Des villages entiers se sont mobilisés pour organiser collectivement la nourriture. Toute la population assure la solidarité quotidienne avec les mineurs en lutte. D'autres signes de solidarité apparaissent, comme le refus d'employés de l'électricité et du gaz de couper l'alimentation des mineurs.

(Suite p.5)

UN LANGAGE PLUS RADICAL POUR MIEUX SERVIR LE CAPITAL

Deux mois à peine après sa sortie du gouvernement, nous voyons le PCF proclamer son hostilité au PS, crier au scandale devant une politique qui, dit-il, "amène d'ores et déjà à constater l'existence de nombreuses convergences entre le gouvernement et l'opposition de droite". (Marchais, dans le Rapport au Comité Central des 17-19 septembre, in L'Humanité du 20/9/84).

Comment comprendre cette soudaine volte-face du PCF alors qu'au lendemain de sa sortie du gouvernement, il déclarait encore : "Nous sommes décidés à travailler dans l'union, y compris avec nos camarades socialistes." (Fiterman, L'Humanité du 20/7/84).

Le PCF serait-il redevenu un parti ouvrier, un parti "révolutionnaire", comme il le prétend après plus de 50 ans de bons et loyaux services rendus à l'Etat bourgeois ? Ou bien n'est-ce pas plutôt une autre manière d'assumer sa fonction de défense des intérêts du capitalisme ?

■ Alors qu'au mois de mai, dans une interview à la TV, Marchais qualifiait encore de "remarquable" le bilan du gouvernement de gauche, nous voyons le PCF arborer aujourd'hui une attitude franchement oppositionnelle, rejeter toute compromission avec un gouvernement accusé d'avoir des relents barristes. Après avoir pendant 3 ans partagé au gouvernement la responsabilité d'une politique clairement anti-ouvrière, le voilà qui clame à tue-tête que "le rôle fondamental du PCF c'est d'être toujours aux côtés des travailleurs" (Marchais, TF1 le 8/9). Si, aujourd'hui, le PCF jette au panier la stratégie de l'union de la gauche, reconnaissant s'être "fourvoyé" en menant depuis 25 ans une politique "d'appareil", c'est que sa défaite cuisante aux élections européennes fut la goutte qui a fait déborder le vase.

Bousculée par l'effervescence ouvrière annonçant une rentrée sociale particulièrement explosive (rebondissement du conflit à Citroën et au Creusot, grèves sporadiques dans la sidérurgie, les chantiers navals, etc.), il s'agit désormais pour la bourgeoisie française de sauver sa principale force d'encadrement du prolétariat, le PCF, de contrer la désillusion croissante sur la gauche et les syndicats dans les rangs ouvriers. C'est ainsi que la perte de crédit que le PCF accuse encore plus profondément au terme de ces 3 années de compromission gouvernementale, le contraint à se présenter aux yeux des ouvriers comme un parti "neuf", un parti "vierge", un parti de "combat".

Mais à qui fera-t-il oublier que, malgré sa prétendue hostilité aux "restructurations industrielles", Fiterman observait un silence pudique le 29 mars 84 au conseil des ministres lors de l'adoption du plan acier ? Qui ne

dit mot consent, "camarade"-ministre ! (cf. RI 123 et 124 qui rappellent ce qu'a fait le PCF au gouvernement). Comment comprendre cette amnésie subite du PCF si ce n'est comme une volonté délibérée de brouiller les cartes pour mieux bernier les ouvriers, alors que le 3/6/84, à la radio, Marchais affirmait encore : "Si la gauche n'obtenait pas les résultats souhaitables lors des élections européennes, nous n'en tirerions pas la conclusion qu'il faut changer de politique." !

Un ennemi encore plus dangereux qu'hier

La rapidité avec laquelle le PCF s'installe désormais "aux côtés des travailleurs" n'a donc qu'une seule signification : le sabotage des luttes ouvrières qui ne cessent de se développer depuis un an afin de contrer la menace qu'elles constituent pour l'ordre bourgeois. Et pour cela, il lui faut se draper au plus vite derrière des discours de plus en plus radicaux, faire oublier le sens de sa participation au gouvernement, masquer sa véritable nature bourgeoise.

Afin de reconquérir la confiance des ouvriers, le PCF n'hésite pas à recourir aujourd'hui aux moyens les plus extrêmes : les mea culpa pleurnichards, l'auto-critique radicale où le cynisme et la démagogie se mêlent à l'hypocrisie la plus crapuleuse. Ne reculant de rien, le voilà qui en vient à réviser toutes ses orientations politiques depuis 1958, en prétendant s'être "fourvoyé sur le problème de l'union de la gauche" (P. Laurent, TF1 le 20/9) qu'il taxe de "source d'illusions, de confusions, de reculs".

Ne soyons pas dupes ! Si aujourd'hui le PCF se confond en regrets, s'il nous implore de lui pardonner ses er-

reurs" en nous jurant ses grands dieux de ne plus recommencer, c'est pour mieux nous asséner des coups de poignard dans le dos !

"C'est seulement comme ça que la gauche s'en sortira. (...) Il n'y a que la gauche qui puisse piloter le navire de la France à travers les écueils que nous connaissons aujourd'hui." (Juquin in L'Humanité du 20/7).

En effet, ce n'est qu'en renvoyant le PCF sur le front prolétarien que la gauche pourra tenir le gouvernement du capital français. Les écueils qu'il lui faut éviter à tout prix dès à présent ce sont les bastions ouvriers tel que Renault. Ce n'était pas au gouvernement que le PCF pouvait affronter la riposte des ouvriers de Renault, comme il a pu le faire pour Citroën et Talbot. D'une part, parce qu'avec Renault il s'agit pour le PCF de faire face à une fraction particulièrement combative et expérimentée du prolétariat français ; d'autre part parce qu'il lui aurait fallu s'attaquer à un secteur très significatif : un secteur nationalisé où l'Etat-patron désigne clairement le gouvernement de gauche comme responsable direct des licenciements.

C'est, pour une bonne part, parce que le PCF savait que, dès la rentrée, les ouvriers de Renault ne manqueraient pas de manifester leur combativité contre la menace des 15 000 licenciements prévus, qu'il devait accélérer son retour dans l'opposition. C'est en ce sens que Krasucki, dirigeant de la CGT et membre du Bureau Politique du PCF, lançait cet avertissement début septembre : "Il faut mettre le paquet... Nous sommes au début du mois de septembre et les gens viennent juste de rentrer de vacances... Mais attention, le monde du travail pourrait réserver quelques surprises..."

La brusque radicalisation du PCF accompagnant son retour dans l'opposition enlève ainsi à la CGT une douloureuse épine du pied. Tant que le PCF était "mouillé" au gouvernement, sa centrale syndicale était contrainte de jongler avec un double discours : il lui fallait se montrer "combative", "au côté des travailleurs" pour pouvoir contrôler leurs luttes, tout en évitant de prendre le gouvernement pour cible. Aujourd'hui, la CGT se sent beaucoup plus à son aise : le PCF, désormais hors d'atteinte, elle peut se permettre de déployer pleinement une stratégie beaucoup plus radicale pour endiguer tout risque d'explosion des lut-

tes :

"il faut absolument que la direction générale rencontre les syndicats pour mettre à plat le problème, sinon il y a des risques sérieux d'extension du conflit" (Sainjon, lors de la grève déclenchée le 20/9 à Renault-Le Mans.).

Ouvriers, ce n'est pas hier au gouvernement que le PCF était le plus dangereux, mais aujourd'hui, dans vos rangs, là où, avec la CGT, il peut contrôler et saboter vos luttes ! Ne vous leurrez pas : son "auto-critique" d'aujourd'hui, ses chants de sirène sur "l'union à la base" destinée à "rassembler les français qui ont cru aux engagements de la gauche" (G. Plissonnier) ne sont que des traquenards ! Lorsqu'à la Fête de l'Humanité, R. Leroy se déclare aussi, comme Fabius, en faveur de la "décrispation et la paix civile" mais en précisant que : "La paix civile, c'est (...) l'écoute la plus fine de la volonté des travailleurs..." il met à nu le véritable objectif de la stratégie du PCF dans l'opposition : le maintien de la PAIX CIVILE, de l'ORDRE BOURGEOIS !

Ouvriers, si aujourd'hui le PCF est capable d'aller aussi loin dans son "auto-critique", si en l'espace de 2 mois il n'a pas hésité à contredire tout ce qu'il affirmait la veille encore, c'est bien parce que les enjeux sont aujourd'hui considérables. La précipitation avec laquelle le PCF se radicalise aujourd'hui est significative de toutes les potentialités contenues dans la reprise actuelle des combats de classe en France.

Demain, lorsqu'avec l'aggravation de la crise et l'intensification de l'attaque capitaliste, nous n'aurons pas d'autre choix que de développer massivement nos luttes, attendons-nous à voir le PCF (avec la CGT) prendre les devants par des discours encore plus radicaux, encore plus "combatifs". Sa fonction de saboteur des luttes ouvrières le destine à nous coller à la peau pour détourner notre colère vers des impasses... avant de nous livrer pieds et poings liés à la répression de l'Etat bourgeois.

Méfions-nous de ses belles paroles ! S'il nous ouvre les bras aujourd'hui, c'est pour mieux étouffer nos luttes ! Préparons-nous dès à présent à éviter les embûches qu'il nous réserve : développons les combats de classe !

Avril.

C.G.T.

■ Après 3 ans de piétinements, dans une situation où la présence du PCF au gouvernement forçait la CGT à éviter la critique de celui-ci minimisant ainsi sa capacité d'encadrement de la classe ouvrière à l'heure où celle-ci perd de plus en plus d'illusions sur la gauche, et montre une méfiance grandissante à l'égard des syndicats, c'est avec une rapidité extraordinaire que la CGT met tout en œuvre pour se refaire une virginité aux yeux des ouvriers. Ceci, après avoir entre autres dénoncé des grévistes de la SNCF comme étant "manipulés par l'extrême droite" !

Au Grand Jury RTL-Le Monde, Krasucki déclarait le 16/9 : "Le pouvoir d'achat, ça ne va pas, l'emploi, c'est mauvais". "Si on ne fait rien, on va en prendre plein la figure". "Cela ne se fera pas en pleurnichant, mais par des actions énergiques de masse". Tel est la nouvelle position du leader de la CGT, membre à part entière du Bureau Politique du PCF. "Il faut mettre le paquet", annonce-t-il encore, appelant les travailleurs "à la riposte aux mesures gouvernementales d'austérité, à la vigilance, à la fermeté". Ainsi, la CGT prend un tournant anti-gouvernemental après 3 ans de collaboration ouverte, reprenant à son compte les désillusions de la classe ouvrière.

A Bordeaux, le 6/9/, le même Krasucki présentait la nouvelle option syndicale cégétiste comme : "l'action la plus efficace, c'est celle dont les travailleurs ont fait leur affaire, parce qu'ils l'ont voulue et choisie". Et voilà la CGT "à l'écoute" des ouvriers, l'oreille collée "à la base" !

Pourquoi ce nouveau langage chez ce syndicat stalinien, plus connu par sa tactique des gros bras contre les ouvriers combattifs que par le goût du

dialogue ?

Le mécontentement général qui s'exprime dans la classe ouvrière, la méfiance accrue des ouvriers envers les syndicats dans une situation où les conflits sont de plus en plus nombreux et tendus nous permettent de comprendre ce changement radical. Si la CGT s'attache tant aujourd'hui à prendre en considération ce que dit "la base", c'est parce que les risques de débordement sont puissants, et que les syndicats doivent contrôler les luttes.

Krasucki déclare encore à Bordeaux : "On a voté, on a espéré, on a protesté, on a fait des actions parfois dures, mais je le demande à tous en conscience, a-t-on fait tout ce qu'on sait faire quand il le faut".

Il est urgent pour la bourgeoisie et ses syndicats de se préparer à l'orage qui s'annonce. Pour cette sale besogne, l'expérience de la CGT est grande ; son savoir en matière de cassage des grèves est très sophistiqué. C'est pour cela que c'est elle qui fait face aujourd'hui au feu du mouvement social. Elle réoriente son discours, les mains libres, à l'heure où la tension grandit dans la classe ouvrière. L'état d'apathie qu'avait provoqué l'arrivée de la gauche au pouvoir s'est dissipée. La situation actuelle nous montre :

- que les conflits que la bourgeoisie croyait pouvoir régler pendant l'été, soit s'éteignent dans un climat d'insatisfaction générale - comme à Citroën-Aulnay - et laissent des traces indélébiles, soit reprennent avec plus de force comme à Creusot-Loire, malgré tout le travail d'épuisement des syndicats,
- que de nouveaux conflits surgissent en nombre grandissant, manifestant

partout une combativité puissante, dans des secteurs où la classe ouvrière est concentrée et massive.

Ainsi, à Alès, les ouvriers métallurgistes de la SAFT s'affrontent avec la police début septembre ; à Dunkerque, ceux des Chantiers navals en grève huent les syndicats, à l'issue des négociations. Les Chantiers Navals de l'Atlantique et de la Méditerranée sont la proie de nombreux débrayages depuis plusieurs semaines, de même à RVI-Vénissieux. Des grèves spontanées, comme à la SERNAM de Lyon éclatent. Les grèves dans les grandes et les petites entreprises ne se compteront bientôt plus.

Dans ce contexte de mûrissement et de tension sociale, les syndicats se doivent de ne pas laisser le front de la lutte de classe dégarni. S'il est des ouvriers qui se font leurrer par les discours radicaux, qui pensent que ceux-ci peuvent servir leurs intérêts après être passés par un bain de jouvence, comme le fait aujourd'hui la CGT, qu'ils se souviennent de Citroën Aulnay où la CGT a parlé fort, tout en divisant les rangs ouvriers en licenciés et non licenciés. Qu'ils regardent la lutte des ouvriers du Creusot.

A Creusot-Loire, c'est le découragement et l'expectative qu'ont entretenus les syndicats, faisant traîner les négociations sur la question-bidon de la reprise de la société par Fives-Cail. CGT en tête, derrière le discours radical : "Il faut maintenir la pression pour accélérer de nouvelles négociations. Multiplier les coups d'action. Eviter de se retrouver à nouveau devant le fait accompli des licenciements", la réalité du travail syndical apparaît dans les faits eux-mêmes.

Malgré le travail de diversion sur les

fausses questions de "qui va reprendre" Creusot-Loire, d'appel au gouvernement à intervenir alors que c'est lui qui organise et planifie les licenciements, la mobilisation est de plus en plus massive, et la passivité fait place à une profonde colère qui monte dans les rangs ouvriers. "Finies les manifs dans le calme et la dignité" déclarait un ouvrier à "Libération". Les syndicats risquant d'être débordés, convoquent une assemblée générale dans la ville du Creusot le 3/9. Les 6.000 ouvriers présents contestent les mots d'ordre syndicaux et notamment, la proposition de la CGT de bloquer un carrefour routier. La CGT réussit pourtant à canaliser la colère sur le blocage du TGV, avec l'appui de LO qui détourne la méfiance envers les syndicats sur les chefs syndicaux. Fin septembre, la situation restait encore explosive.

Ce qui se manifeste aujourd'hui dans les luttes, c'est tout un processus de perte de confiance envers les syndicats et la gauche, et dont le conflit de Creusot-Loire est révélateur. Conflit où se manifeste l'incapacité des syndicats à épuiser la combativité ouvrière, dans un secteur industriel important, touchant la région lyonnaise dans son ensemble.

Dans le combat d'une ampleur sans précédent qui se prépare, la classe ouvrière en France va trouver directement en face d'elle les syndicats avec un nouveau langage radical tout "neuf". Le rapport de force qu'elle pourra imposer à la bourgeoisie dépendra de sa capacité à déjouer les prochains pièges qu'attendent de lui tendre les syndicats pour briser sa dynamique.

P.P.R

GREVES A RENAULT EN 1947 :

LE PCF ET LA CGT SABOTAIENT DEJA

■ Nous publions ci-dessous 3 tracts diffusés par la Gauche Communiste de France (1) lors de la grève de Renault en avril-mai 1947.

Nous les publions, parce qu'ils montrent, plus clairement que tous les discours, les manœuvres de sabotage du PC et de la CGT contre les ouvriers, manœuvres employées hier, comme aujourd'hui.

Lorsqu'éclate le conflit à Renault en 47, cela fait trois ans que le PCF participe étroitement aux différents gouvernements "d'union nationale", et ne cesse d'inciter les ouvriers à "retrousser leurs manches", pour la "production nationale", en dénonçant la grève comme "l'arme des trusts". La pression sociale va l'amener - et la CGT dans son sillage - à prendre un virage à 180°, à s'opposer résolument à la politique des affameurs du peuple, hors du gouvernement : en fait, à tenter de reconquérir le contrôle des ouvriers en récupérant un certain crédit. C'est le même virage qu'ils prennent aujourd'hui.

C'est la même salade qu'ils ressortent aujourd'hui, alors que 15 000 licenciements menacent à Renault. Comme hier, ils vont tenter de diviser les ouvriers. Comme hier, ce n'est que contre eux que se forgera le ciment de l'unité des ouvriers contre l'avenir de chômage et de misère qui nous attend tous.

Premier tract

Camarades,

Depuis vendredi 25, des ouvriers du département 6, secteur Collas, ont déclenché la grève pour une augmentation horaire de 10F. Le mouvement s'est développé et mardi 29 il englobe la presque totalité des usines Renault.

Depuis les mesures gouvernementales sur le ravitaillement, la situation est la suivante : diminution de la ration de pain. Pas de viande. Moins de matières grasses. On est au même point qu'aux jours les plus sombres de l'occupation. La vie reste aussi chère malgré une baisse fictive de 10%. Il faut toujours compléter le marché officiel par le marché noir.

LE MECONTENTEMENT EST GENERAL DANS TOUTE LA CLASSE OUVRIERE.

Les ouvriers de chez Renault, eux, ne veulent pas travailler sans manger.

La CGT est en émoi. La grève s'est développée contre sa volonté. La CGT est l'organisme du gouvernement. Ses chefs sont aussi les chefs de l'Etat. Croizat, secrétaire de la Fédération des métaux, briseur de grèves, est MINISTRE DU TRAVAIL. Il dresse tous, comme toujours, devant la poussée ouvrière l'épouvantail de la "REACTION". La "réaction" ne vient que parce que les capitulards sont là. Et les capitulards et la "réaction" forment un ensemble anti-ouvrier, où De Gaulle, Schumann, Herriot, Blum, Thorez et Jouhaux lanceront demain les flics et les mobiles contre nous. La CFTC cherche à exploiter cette grève pour ses combines politiques. CGT et CFTC sont compères et complices au gouvernement et au Conseil National Economique, sur le modèle des Corporations Fascistes.

La CGT, débordée, va faire tous les compromis et tiraillements pour servir le gouvernement et tenter de conserver son influence. La clique de la CGT a les moyens et le personnel nécessaire pour berner les ouvriers.

A toutes ces manœuvres de la bourgeoisie et de ses laquais : compromis et arbitrages, comme les manœuvres des grèves précédentes l'ont prouvé, il est insuffisant d'opposer simple-

ment les 10F. de l'heure du comité de grève.

Le gouvernement dirigeant la vie économique interdit toute augmentation de salaires. La direction de Renault se retranche derrière cela. C'EST L'ETAT QUE LES OUVRIERS ONT DEVANT EUX. Mais l'Etat a à faire face, dans le chaos du monde capitaliste actuel, à des besoins grandissants : les frais de la guerre 39-45, la préparation de la prochaine, le massacre aux colonies CE SONT LES OUVRIERS QUI DOIVENT TOUT PAYER, en travaillant beaucoup, pour pas cher, en mangeant peu, ET GARE A EUX SI LEUR VENTRE CRIE FAMINE!

La revendication de 10F est plus que justifiée, mais le pain sera encore plus cher demain au marché noir. FACE A L'ETAT, LES OUVRIERS DE CHEZ RENAULT SONT ISOLEES. POUR ASSURER LA VICTOIRE, UN SEUL MOYEN : ELARGIR LA GREVE.

Les ouvriers de chez Renault, qui ont pris l'initiative de la grève, doivent envoyer immédiatement des délégations de 25 à 50 ouvriers dans TOUTES LES GRANDES USINES DE LA REGION PARISIENNE POUR LES APPELER A LA LUTTE. Action directe, dirigée par les ouvriers eux-mêmes, libérés de tous les organismes de collaboration de classe, partis, syndicats, commissions gouvernementales.

ELARGISSEMENT DE LA GREVE AXEE SUR CETTE REVENDICATION CENTRALE : CONTRE TOUTE DIMINUTION DU RAVITAILLEMENT ET POUR SON AMELIORATION, seule revendication susceptible de mobiliser tous les ouvriers. Contre le blocage des salaires, et pour leur augmentation réelle.

C'est seulement en agissant dans cette direction que la grève de chez Renault peut avoir un sens, être le but d'une action généralisée et arriver à des résultats réels pour la classe ouvrière.

VIVE LA GREVE DES OUVRIERS DE CHEZ RENAULT! VIVE LA LUTTE DU PROLETARIAT CONTRE L'EXPLOITATION DE LA BOURGEOISIE ET DE SON ETAT!

Gauche Communiste de France
30 avril 1947

Deuxième tract

Le mercredi 30 avril, à 9 heures du matin, une réunion des grévistes s'est tenue au carrefour Emile-Zola, et la volonté de continuer la grève en l'étendant et en la généralisant dans la région parisienne, a été exprimée par différents orateurs et acclamée par l'ensemble des grévistes. Le point sur lequel, confusément, les ouvriers se sont sentis soudés, était surtout celui du RAVITAILLEMENT qui faisait d'eux les porte-parole et les premiers défenseurs du mécontentement de la population, contre une SITUATION DE FAMINE comparable à celle de l'occupation.

La revendication de 10F. n'était plus un simple réajustement de salaire des ouvriers Renault, mais la lutte obscure et certaine de TOUTES LES TRAVAILLEURS CONTRE LA FAIM GRANDISSANTE.

Dans l'après-midi, par une démonstration en force, qui ressemblait fort à une opération de police, la CGT et le PCF ont essayé d'INTIMIDER LES GREVISTES soit par la persuasion DEMAGOGIQUE et JESUITIQUE, soit par des

TROUPES DE CHOC entraînées à ELIMINER TOUTE VOIX QUI N'ETAIT PAS STALINIENNE. Les dirigeants syndicaux et le PCF ont parlé de provocation, de division, d'unité, de réaction. Autant de faux dieux et de faux diables pour défendre une cause mauvaise.

PROVOCATION? DE QUI? 10 000, puis 20 000 ouvriers qui touchent des salaires et un ravitaillement bien bas, peuvent-ils être des provocateurs? L'individu arrêté avec un revolver peut-il transformer ces 20 000 ouvriers en provocateurs? Le ravitaillement et les salaires sont-ils élevés pour ne pas être la cause directe de la grève des ouvriers de Renault?

DIVISION, de quoi? Parce que les ouvriers ont faim et les premiers osent le dire et lutter, qu'on peut les traiter de diviseurs? Ce qu'ils ont ressenti, la classe ouvrière en général le ressent. S'il y a des diviseurs, ce ne peut être que ceux QUI PACTISENT OU PARTICIPENT AU GOUVERNEMENT, malgré les ronflantes manifestations oratoires d'opposition. Diviseurs, ceux qui

participent aux débats de politique bourgeoise de guerre et de rapine, avec un vote de confiance ou d'abstention, comme si on pouvait s'abstenir pour décider de la mort de milliers d'hommes - car autant de canons en Indochine, autant de pain en moins.

UNITE, sur quoi? Sur un mot vidé de son contenu de classe? Unité autour d'un parti, d'une organisation syndicale qui sont devenus membres de l'Etat qui dirige la famine? Au nom de quelle unité se fait l'unité? Pas celle du gouvernement, car il faudra s'épuiser de travail, serrer plusieurs crans, et envoyer plus de canons en Indochine et à Madagascar.

L'unité ne peut se faire que sur un programme de lutte directe, sans compromis, et sans délibération avec le gouvernement. Dans le PCF et la CGT, l'unité se transforme en comité de la faim. Hors de ces organismes traîtres, l'unité, même subissant une défaite dans ses premières luttes, trouve le ciment pour se renforcer dans sa haine contre l'Etat capitaliste : cuisinier de la faim.

De qui se moque-t-on? Ces mots n'existent que pour cacher l'opposition dans le gouvernement entre ceux qui penchent vers l'impérialisme US (la SFIO) et ceux qui penchent vers l'impérialisme russe (le PCF).

Il ne faut pas avoir peur des mots, continuer à se duper ou à se laisser duper. CEUX QUI S'OPPOSENT AUX LUTTES ET AUX REVENDICATIONS DES OUVRIERS LUTTANT CONTRE LA FAMINE, CE SONT EUX LES PROVOCATEURS, LES DIVISEURS, LES REACTIONNAIRES.

Cette vérité est dure mais juste, et ce qui s'est passé ces jours-ci chez Renault prouve encore une fois le rôle de POIGNARDEUR DE LA LUTTE DE CLASSE QUE CES PARTIS -SFIO-PCF-CGT- JOUENT DANS LA CLASSE OUVRIERE, car un gou-

Troisième tract

Camarades,

La CGT vient d'accomplir un de ses tournants brusques à 180°.

Au début de la grève et pendant 8 jours, la CGT a tout fait pour briser notre mouvement. Elle a insulté, elle a calomnié, elle a accusé les ouvriers en grève de faire le jeu de la "réaction", et d'être même des provocateurs.

Cette même CGT qui a déversé des monceaux d'ordures contre les grévistes se prétend aujourd'hui être le défenseur des grévistes. ALLONS DONC...

Hier, nous étions des agents de la réaction ; aujourd'hui, nous sommes devenus des "braves", qui luttent pour de justes revendications. Hier, on nous accusait d'être financés par l'"extérieur" ; aujourd'hui, la CGT octroie généreusement un million de francs pour le "secours de solidarité". COMMENT CELA? QUE S'EST-IL DONC PASSE?

Il s'est passé ceci, que les ouvriers de chez Renault étaient décidés à la lutte. PAR TROIS FOIS, ils ont repoussé les manœuvres des politiciens de la CGT, les exhortant à reprendre le travail. PAR TROIS FOIS, et par un vote massif, ils ont repoussé l'aumône de la CGT de 3F de prime à la production.

Il s'est passé ceci : notre grève a trouvé une chaude sympathie dans toute la classe ouvrière, parce que notre lutte exprimait le mécontentement de tous les ouvriers contre les récentes mesures iniques de famine, prises par le gouvernement solidaire, réduisant

vernement tel que le notre exprime les intérêts de la France capitaliste, ne peut être composé que de partis ou organismes exprimant forcément et uniquement les intérêts capitalistes.

Et maintenant, posons-nous la question de savoir ce qui a permis à ces partis traîtres de la classe ouvrière de semer le désarroi dans les rangs des grévistes, et d'arrêter provisoirement la généralisation qui devait se faire.

Le comité de grève a sa part de responsabilité. N'ayant pas compris le sens réel de la lutte des ouvriers de Renault, il s'est confiné dans sa revendication première de 10F de plus, sans s'apercevoir que cette revendication était dépassée et s'était transformée confusément en une revendication pour un meilleur ravitaillement, intéressant par là toute la population.

Le PCF et la CGT, eux, l'ont compris et pour reprendre de l'influence sur les ouvriers en grève, ils ont repris à leur compte les revendications du comité de grève. Ces revendications, comme tant d'autres, iront se perdre dans les commissions, sous-commissions et palabres gouvernementales.

Ce que les ouvriers doivent comprendre, c'est :

-Pas de ravitaillement, pas de travail, et ceci sans discussions avec le gouvernement. DONNANT, DONNANT.

-Augmentation de 10F de l'heure immédiatement, ou sinon, pas de reprise du travail, autant d'hommes morts et de canons en Indochine en moins.

-Généralisation de la lutte pour un meilleur ravitaillement dans toute la région parisienne. Des groupes de 25 à 50 ouvriers en délégation doivent toucher les autres usines.

-Démocratie dans les rangs ouvriers, opposer la force organisée à ceux qui veulent employer la force pour abattre et insulter les grévistes.

Gauche Communiste de France
2 mai 1947

le ravitaillement des ouvriers au niveau des jours les plus sombres de l'occupation (...)

Pour les stalinistes et leur succursale de la CGT, CE SONT TOUJOURS DES RAISONS GOUVERNEMENTALES, ET LES INTERETS POLITIQUES DE LEUR PARTI, QUI DICTENT LEUR ATTITUDE. LES GREVES ET LES LUTTES OUVRIERES NE SONT POUR EUX QUE MONNAIE D'ECHANGE, MOYENS DE CHANTAGE ET DE PRESSION POUR LEUR INTERET PROPRE.

Hier, ministres, ils étaient les plus acharnés BRISEURS DE GREVES.

Aujourd'hui, dans l'opposition, ils tentent de s'emparer de la lutte ouvrière pour s'en servir à leurs propres fins.

La CGT est une organisation politique anti-ouvrière. Sous sa direction veule et hypocrite, les grèves ne pourront jamais servir à la classe ouvrière. Laisser la CGT s'emparer de la grève, c'est déjà le signe que la grève sera déformée, et défaite.

LES OUVRIERS NE PEUVENT SE DEFENDRE QUE PAR EUX-MEMES.

Gauche Communiste de France

5 mai 1947.

NOTE :

(1) La "Gauche Communiste de France" qui publiait la revue "Internationalisme" (1945-52) fut l'un des rares groupes révolutionnaires, internationalistes, à subsister dans les années noires de la contre-révolution. Le CCI est en filiation politique directe avec ce groupe.

GREVES A RENAULT 1984

(Suite de la p.1)

En imposant des "actions énergiques" de "masse" (Krasucki le 16-9), la CGT cherche à épuiser le réservoir de combativité présent, à instaurer une division entre les travailleurs les plus combattifs immédiatement d'avec les travailleurs les plus réticents. Cela procède d'une tentative délibérée de désamorcer un mouvement qui, face à l'aggravation de la situation économique, tendait à s'affirmer. La CGT applique une politique consistant à brusquer des situations avant qu'elles ne soient mûres, c'est à dire avant que la majorité des travailleurs décide et assume de manière la plus cons-

ciente possible des moyens à se donner pour les luttes.

Dorénavant, la CGT va jouer à fond son rôle de fraction radicale de la bourgeoisie et sera donc d'autant plus pernicieuse. Car c'est au nom des intérêts ouvriers qu'elle cherche et cherchera à mieux saboter les luttes ouvrières.

Pour la bourgeoisie l'objectif est clair : empêcher que l'expérience de lutte des travailleurs de Renault ne soit le catalyseur d'un mouvement plus large en France.

29 septembre, F.B.

LES GREVES OUVRIERES SE DEVELOPPENT EN OCCIDENT

■ Nombreux sont ceux qui affichent aujourd'hui leur scepticisme quant à la reprise actuelle et au développement des luttes ouvrières - même dans les rangs des révolutionnaires (voir compte-rendu de la réunion publique de Paris dans ce numéro).

Cette sous-estimation de la situation s'appuie souvent sur une méconnaissance - sinon une ignorance - des combats mêmes que mène la classe ouvrière, méconnaissance entretenue à fond par les médias de la bourgeoisie.

Il ne s'agit pas de constater que la plupart des luttes restent sous l'emprise des syndicats pour les dénigrer et les désavouer, mais précisément de percevoir la dynamique de la pression ouvrière qui tend aujourd'hui à se mobiliser autour de ses propres intérêts de classe et par là à généraliser, à unifier ses luttes, à s'affronter directement aux appareils d'Etat et à leurs rouages syndicaux. Les problèmes auxquels se heurtent les luttes ouvrières dans le monde dès aujourd'hui participent d'une riche expérience de maturation de la conscience de classe qui prépare les combats encore plus larges qu'elles devront livrer demain mondialement.

SCANDINAVIE

- Au Danemark, on a vu un exemple particulièrement clair de sabotage syndical de la lutte lors de la grève qui a paralysé le pays pendant deux semaines au mois de mai.

Comme en Grande-Bretagne, les syndicats ont plaqué les mots d'ordre de défense du "closed shop" (obligation d'être syndiqué pour pouvoir exercer dans certains corps de métier) et des "droits syndicaux" sur l'irruption de la colère ouvrière. Un certain nombre de chauffeurs de bus à Copenhague refusaient de payer les cotisations obligatoires au parti social-démocrate. Aussitôt les syndicats appelèrent à une grève dénonçant les chauffeurs qui ne voulaient plus payer cette cotisa-

tion comme saboteurs de la lutte en exigeant leur licenciement ! Cependant les travailleurs des transports, des hôpitaux, de la presse, de l'aviation, des services communaux s'étaient mis en grève, mais en rejetant parfois ouvertement l'objectif que les syndicats voulaient plaquer sur le mouvement. A Esberg, par exemple, c'est contre la demande de licenciements des chauffeurs protestataires que la grève a été menée. Dans les hôpitaux, la grève s'est poursuivie contre la détérioration des conditions de travail. Ainsi échouait partiellement une tentative syndicale de dévoiement qui visait à la fois à lâcher un peu de vapeur au mécontentement et à présenter toute critique des syndicats comme une manœuvre de la droite.

- De fait, la Scandinavie toute entière a été, en avril-mai-juin, le théâtre d'une extension rapide des grèves : en Suède, après les grèves dans les mines de fer au nord du pays, une centaine de conflits sociaux ont alimenté le plus important mouvement de grève dans l'industrie depuis 1969-71, notamment parmi les sidérurgistes, les dockers, les métallistes, les employés du fabricant de meubles "Ikea", le personnel de la compagnie d'aviation SAS.

Récemment, les dockers de Göteborg refusaient de charger du minerai à destination de la Grande-Bretagne, en soutien de la grève des mineurs anglais.

- Cet été, une grève a paralysé les services publics en Norvège.

- En Finlande, outre les fonctionnaires, c'est l'important secteur textile qui a déclenché la lutte alors même que dans l'année 1983, il y avait eu 230 000 journées de travail perdues pour "fait de grèves sauvages".

RFA

En RFA c'est dans le but de diviser le front de résistance contre l'austérité qu'a été développée la campagne des 35 heures, revendication dans laquelle une partie des ouvriers n'avait

aucune confiance (voir R.I. Nos 121-122) mais le mécontentement était tel que les syndicats ont eu toutes les peines du monde à mettre fin aux grèves auxquelles ils avaient appelé dans la métallurgie et l'imprimerie.

Après deux mois de grève, à peine la moitié des ouvriers se prononçaient pour la reprise du travail dans la métallurgie. Les imprimeurs ont poursuivi la grève encore une semaine et à Hambourg, Darmstadt, Düsseldorf, Frankfurt, il y eut de violents affrontements entre les piquets de grève et la police. Les nouvelles vagues de licenciements prévues notamment dans la sidérurgie mais aussi dans toute la fonction publique où les syndicats ont commencé à développer une série de manœuvres de diversion, annoncent un automne chaud en Allemagne.

ESPAGNE

En Espagne, sous le gouvernement "socialiste" de Gonzalez, la tension sociale reste très élevée alors que ce mois d'octobre, sont à l'ordre du jour des licenciements dans la métallurgie, suspendus depuis un an à la suite de la lutte acharnée des ouvriers métallurgistes de l'usine A.H.M. à Sagunto. Depuis le début de l'année, de nombreux secteurs sont entrés en lutte.

Depuis avril, les ouvriers des chantiers navals en Galice ont pris le relais de la lutte des métallurgistes. Les mineurs d'Almaden, les chauffeurs de bus d'Alicante, les employés du port de Cadix, du chemin de fer au pays basque, sont aussi partis en grève sur leurs propres revendications ces derniers mois. Face à cette combativité, les syndicats ont cherché à dévoyer la colère ouvrière sous des mots d'ordre nationalistes et localistes qui évoquent les slogans utilisés contre les sidérurgistes de Lorraine, du style "il faut sauver Sagunto - ou Vigo, ou la Galice" ; ils ont multiplié les actions du genre signature de pétitions dans les mairies, blocage des routes et des voies ferrées pour finir par... "accepter" cyniquement les licenciements dans la métallurgie, comme viennent de le faire les "commissions ouvrières" (syndicat du P.C.E.), mis en avant par le gouvernement au nom de la vaine promesse de création d'"emplois alternatifs" (foutaise équivalente à la modernisation chère à Fabius et au P.S.).

Tandis que le PCE a déployé un langage plus radical pour endiguer la méfiance et la colère croissante des ouvriers, les attaques se généralisent dans tous les secteurs : depuis les aciéries et les mines de potasse de Navarre, jusqu'aux secteurs nationalisés : avec le groupe sidérurgique ENI, les chemins de fer (RENFE), la compagnie d'aviation Iberia, ce sont aujourd'hui les plus importantes concentrations urbaines (Barcelone, Bilbao, Madrid) qui sont touchées.

USA

Aux Etats-Unis, la campagne pour les élections présidentielles et le battage fait autour du dollar et de la pseudo "reprise" sous l'économie reaganienne, n'ont pas empêché la recrudescence des luttes ouvrières. Bien qu'elles restent plus sporadiques qu'en Europe, cela donne un aperçu du potentiel de combat contenu par la période de dures retombées qui s'ouvrira après les élections.

Depuis la grève à travers le pays de la compagnie d'autobus Greyhound fin 1983, certains conflits ont été particulièrement significatifs du climat social actuel aux USA :

Dans les mines de cuivre de la compagnie Phelps Dodge en Arizona, la grève dure depuis plus d'un an. Ce conflit dans une région isolée et désertique a été marqué par l'empreinte du syndicalisme de base qui contrôle les piquets de grève. Le 1er juillet 84, après un pique-nique organisé par les syndicalistes de base pour commémorer le premier anniversaire de la grève, une manifestation s'est formée dans la petite ville de Clifton où se sont joints des ouvriers agricoles et après avoir attaqué durement les forces de police, les manifestants ont incendié le siège de la compagnie, les maisons de la ville occupées par des "jaunes" et bloqué l'autoroute jusqu'à ce que la police rétablisse l'ordre le lendemain matin.

Dans la ville industrielle de Toledo dans l'Ohio, 4 000 ouvriers des usines environnantes sont venus manifester leur soutien au mois de mai à des ouvriers de l'automobile en grève. Un camion destiné au transport des jeeps fut amené d'une usine voisine pour tenter d'aider les grévistes à occuper

l'usine. Le combat contre les briseurs de grève et les forces de police dura 16 heures alors que les syndicats faisaient tout pour ramener l'ordre.

Dans la banlieue de New-York, à Long Island, alors que la direction demandait une baisse des salaires de 5 % et la suppression de certaines primes à travers le chantage à la fermeture d'une usine menacée de faillite, 4 000 électriciens ont refusé l'accord. Au bout d'un mois de grève, les syndicats qui préconisaient de négocier un blocage des salaires, sont parvenus à faire reprendre le travail en recourant au vote à bulletins secrets au lieu de porter le vote à l'assemblée générale.

A New-York, 52 000 travailleurs des hôpitaux et des crèches de la ville ont fait 44 jours de grève. En conflit avec le gouverneur de la ville et la direction de la santé sur leur statut, les grévistes se sont affrontés violemment à des non-grévistes tandis que le syndicat majoritairement contrôlé par des stalinien reprenait à son compte la combativité ouvrière en installant des piquets de grève dans des hôpitaux choisis par lui mais en tentant d'opposer contractuels et travailleurs titulaires. Après que 16 ouvriers aient été arrêtés à la suite d'affrontements, le syndicat et la direction signèrent un accord garantissant l'emploi des grévistes (après un meeting rassemblant 15 000 personnes déterminées à poursuivre la grève) mais décidant de statuer cas par cas pour les travailleurs inculpés.

HOLLANDE

Avec un taux de 17 % de chômeurs dans la population active, les Pays-Bas sont un des pays européens où la classe ouvrière a été le plus durement touchée ces dernières années. En octobre-novembre 1983, une grève qui s'était rapidement étendue à l'ensemble de la fonction publique avait révélé la profondeur du mécontentement social.

En juin-juillet, une série de luttes dans des petites entreprises ont permis de montrer une méfiance croissante envers les appareils syndicaux : Voropa à Tilburg, chantier naval de Wilton Feijenoord, assistants sociaux d'Amsterdam, fabrique de cigarettes Philip Morris à Bergen op Zoom, Deny BV à Geleen... autant de grèves sauvages où les syndicats ont dû prendre le train en marche en infléchissant la lutte sur leurs propres objectifs : occupation stérile de l'entreprise ou demande d'"ouverture des livres de compte" de la direction, avant de pouvoir négocier "leurs solutions" : "sauver l'entreprise" en baissant les salaires et en licenciant une partie du personnel.

Aux mois d'août, début septembre, c'est la grève des dockers de Rotterdam qui vient de confirmer ce climat social tendu alors que ces mêmes dockers ont à plusieurs reprises depuis 1976 manifesté leur combativité.

Lundi 20 août, une grève était déclenchée dans une petite entreprise du port de Rotterdam (Rotterdam Terminal) où le patron voulait licencier 151 de ses 250 ouvriers. Mais cette grève se révéla très rapidement explosive : juste un an auparavant, syndicats et patrons du port avaient signé un "accord" promettant la garantie de l'emploi dans le port jusqu'au 1er juin 1985 "en échange" d'une baisse des salaires des ouvriers au rythme de 10 % par an !

Dans le port, la colère s'est étendue rapidement, surtout après que l'ensemble des patrons du port aient proclamé leur accord avec les licenciements à Rotterdam Terminal et annoncé de surcroît leur intention de supprimer plus d'un million d'emplois soit un quart des effectifs des dockers ! Il est presque superflu d'ajouter que la promesse de réduction de salaires avait, elle, été scrupuleusement respectée...

C'est à ce moment que les syndicats sont entrés dans la danse : ils décrétèrent une "grève générale" dans le port à partir du 27 août... par roulements d'équipe et pour une durée de 6 heures ! Ils ne se contentent pas de cela mais continuent à prétendre organiser une extension d'opératoire de la lutte pour noyer la combativité : ils poursuivent leur appel à des débrayages "tournants" variant d'une entreprise à l'autre, d'un jour à l'autre, tout en n'organisant aucune assemblée dans les entreprises, même pour

(Suite p.8)

AFRIQUE DU SUD

LUTTE DE CLASSES ET NON DE RACES

■ Des démocrates aux USA aux "jeunes communistes de France", toute la bourgeoisie des pays industrialisés se retrouve unie pour chanter en chœur contre le racisme en Afrique du Sud qui serait, d'après elle, la cause des morts, des blessés et des arrestations qui se déroulent quotidiennement dans ce pays. Avec une hypocrisie sans bornes, ils se payent le luxe de pleurer sur le sort de ceux que leur système massacre. Car il n'est pas une seule puissance industrielle dans le monde qui ne fasse du commerce avec "le régime de l'apartheid", pays producteur No 1 de minerai. Leurs gémissements doivent - comme toujours - servir à diviser la classe ouvrière en la ramenant à un problème de "noirs" et de "blancs".

En réalité, en Afrique du Sud, comme dans tous les pays périphériques des centres industriels, la misère devient de plus en plus insupportable. A cette descente aux enfers que provoque la crise mondiale, ont répondu les émeutes de Soweto en 1976 dont la bourgeoisie était venue à bout au prix de 600 morts et depuis, des émeutes et des grèves de plus en plus rapprochées. Cet été, celles-ci n'ont pas cessé jusqu'à ce mois de septembre où, à la suite d'une augmentation des loyers et des tarifs de l'électricité, on assiste à la révolte la plus importante depuis Soweto. Malgré les 66 morts et les centaines de blessés (d'après les "chiffres officiels"), ces émeutes ont fait tâche d'huile. Les ouvriers de la plupart des bassins miniers d'or entrent en grève, essentiellement pour des augmentations de salaire.

Une caractéristique de ces grèves dans les mines, annoncée comme "une première" par la T.V. et comme "une semi-victoire" par les mass-media est que la grève est "légale". En effet, face à ces luttes des ouvriers des mines d'or-principaux fournisseurs de la richesse du pays - le gouvernement a légalisé il y a deux ans "un syndicat noir" (le NUM) sur les instructions de l'administration Reagan... "afin de contrôler et stabiliser la région..." (cf. Le Monde Diplomatique, juillet 1984, p. 26).

Voilà, comme partout dans le monde, le rôle des syndicats : encadrer la classe ouvrière, canaliser sa colère, la maintenir dans sa misère. Et si ceux-ci n'y parviennent pas, le gouvernement doit envoyer l'armée, la police et leurs balles meurtrières. C'est ce qu'explique le 18 septembre, la Direction de la Société minière Anglo-américain : ils ont dû appeler la police pour disperser les piquets de grève car "il était devenu évident que les représentants du syndicat (NUM) n'étaient pas en mesure de faire face aux piquets de grève et aux intimidations".

Effectivement, non seulement il y eut en dehors de cette "grève légale", des débrayages spontanés dans de nombreuses mines "sans syndicat" mais, en plus, là où le syndicat existait, il fut vite débordé. La plupart des ouvriers ne sont pas des adhérents du NUM et celui-ci a d'autant plus de mal à les attirer que, créé en pleine crise économique, il ne peut se targuer d'aucune victoire pour les revendications des travailleurs.

Plus encore que n'importe quel autre simulacre de "démocratie" (telle, par exemple, l'élection de maires noirs ou de ministres métis et indiens), ces grèves montrent en caricature ce que sont "les bienfaits démocratiques" : - des conditions de vie toujours plus cruelles ; - un syndicat qui négocie la défaite (le NUM accepte la proposition de la Direction sur les augmentations salariales : 14,4 % avec une inflation à trois chiffres) au lieu des 60 % annoncés par eux au printemps et pousse les ouvriers à redescendre dans les mines).

En vérité, le combat de la classe ouvrière en Afrique du Sud, est étroitement lié au combat et à l'avenir du combat des ouvriers des pays les plus industrialisés. Leur courage et leur détermination face à une bourgeoisie "blanche" et maintenant parfois "noire" nous rappellent que l'histoire de l'humanité n'est pas une histoire de races mais l'histoire de la lutte des CLASSES.

B.S.

LA FORCE DES OUVRIERS C'EST LA SOLIDARITE

(Suite de la p.1)

Les mineurs ne croient plus en un possible retour à la prospérité économique; les illusions des années 70 sont définitivement balayées. Ils montrent à l'ensemble des autres ouvriers qu'il n'y a pas d'autre choix que la lutte de classe.

Depuis 7 mois se sont joints à la lutte non seulement les femmes de mineurs, les familles, mais aussi les chômeurs qui participent à toutes les actions que mènent les mineurs. La présence des chômeurs dans la grève, dans un pays où certaines villes (comme Liverpool) comptent 50% de chômeurs est grosse de signification : elle brise le cadre de la division capitaliste où les chômeurs qui ne sont plus d'aucune corporation, qui sont exclus de tout, n'auraient pas les mêmes intérêts que l'ensemble de la classe ouvrière encore au travail. Elle montre la voie pour l'avenir, où de plus en plus de masses importantes de chômeurs devront se joindre aux luttes des ouvriers, là où ils sont le plus fort, là où ils sont concentrés.

Depuis 7 mois, les mineurs résistent aux attaques du gouvernement, qui, par mass-médias interposés, ressassent à longueur de temps que les mineurs sont faibles, divisés, qu'ils perdront de toute façon, puisqu'ils mènent un combat d'arrière-garde pour sauver des "mines archaïques". Depuis 7 mois, les mineurs résistent aux pressions permanentes du syndicat des mineurs qui les promènent de négociations en rupture de négociations, qui tournent irrémédiablement en rond. Le gouvernement Thatcher n'a pas cédé : les 70.000 licenciements sont toujours prêts à tomber.

Au coeur de la reprise des luttes

Ainsi, depuis 7 mois, l'Etat capitaliste anglais affronte un mouvement d'une détermination que l'Europe occidentale n'avait pas connue depuis le début du siècle.

Seules les luttes des ouvriers en Pologne en 1980 avaient concentré une telle énergie. Le mouvement en Pologne avait éclaté à la suite d'une série de mouvements en Europe de l'ouest (sidérurgie, docks, etc...). Mais les ouvriers en Pologne s'étaient retrouvés seuls tandis que le silence se faisait en Europe.

Aujourd'hui, la détermination des mineurs en Angleterre se manifeste au moment même où de nombreuses luttes apparaissent dans les autres pays du monde, notamment les pays d'Europe. Cette détermination se manifeste dans un des pays centraux du capitalisme, dans le plus vieil Etat industrialisé du monde. Dans un pays, où la bourgeoisie, réputée comme étant la plus "intelligente" du monde pour la conservation de son ordre social dispose de puissantes organisations syndicales, relayées au sein des usines par les shop-stewards - ces comités d'ateliers élus "démocratiquement" par les ouvriers pour les représenter en permanence.

Cette détermination se manifeste dans le pays où la bourgeoisie avait compris la première la nécessité, face aux nombreuses luttes qui s'étaient développées en Europe - et notamment en Angleterre - de renvoyer ses fractions de gauche alors au gouvernement (le Parti Travailliste) dans l'opposition, sur le front ouvrier. La lutte des mineurs en Angleterre a ouvert une brèche très importante dans ce dispositif anti-ouvrier.

La nécessité d'étendre le mouvement

Aussi, devant cette détermination des mineurs anglais, la bourgeoisie anglaise s'attache à tenter de limiter le front ouvert à ce seul secteur. Directement, le gouvernement Thatcher n'a pas cédé, les licenciements ne seront pas repoussés, et les puits resteront fermés. Mais la lutte des mineurs n'est pas vaine : s'ils n'ont rien obtenu pour eux, ils ont déjà obtenu que la bourgeoisie depuis 7 mois a été obligée de repousser en Angleterre les licenciements prévus

dans l'automobile, les chemins de fer et les docks. Même si ces secteurs de la classe ouvrière n'en sont pas encore pleinement conscients, c'est bel et bien la détermination des mineurs qui leur a valu ce répit.

C'est la preuve même que, contrairement à ce que répètent les syndicats, ce n'est pas la pression économique en elle-même qui fait peur à la bourgeoisie aujourd'hui. Ce n'est pas le manque de charbon qui la quette (il y en a des stocks), ce n'est pas le blocage de l'extraction du charbon qui la freine, mais la crainte d'un conflit qui s'étende aux autres secteurs, d'un conflit fort déjà d'une expérience de plusieurs mois de luttes, terrain fertile à la solidarité des autres secteurs de la classe ouvrière.

Aussi, gouvernement, syndicats, police, mass-médias se relaient depuis le début du conflit pour empêcher que le front ouvert ne s'élargisse. La grève des docks en solidarité active avec la lutte des mineurs est venue confirmer cette crainte de la bourgeoisie et la nécessité pour elle de renforcer son dispositif anti-ouvrier. Car en même temps que la grève des docks, des grèves à répétition ont eu lieu ailleurs :

- grèves tournantes dans les postes contre "les rationalisations";
- continuation de grèves sauvages dans l'automobile (British Leyland);
- grèves dans le secteur d'armement, pourtant jalousement protégé jusqu'à maintenant.

La solidarité ouvrière au centre de la situation

Dès le début du conflit, les mineurs avaient compris la nécessité d'étendre leur combat pour imposer un rapport de forces suffisant. Le syndicat des Mineurs (le NUM) s'est attaché à diriger cette volonté opiniâtre uniquement à l'intérieur du secteur des mines : vers les puits non-grévistes, où les mineurs se sont heurtés au refus des autres mineurs de les suivre dans la lutte.

Pendant ce temps, les syndicats des autres secteurs de l'industrie insistent sur le caractère "spécifique" de la grève des mineurs. La seule solidarité dont pouvaient avoir besoin les mineurs, c'était à la limite le blocage de la circulation du charbon. La solidarité ne s'est pas déclarée dans les puits du centre de la Grande-Bretagne qui continuent toujours de travailler, elle a éclaté, à la grande peur de la bourgeoisie, lorsque les docks sont rentrés en grève.

Pendant des mois, la presse n'a parlé que de "bagarres entre grévistes et non grévistes" (dont la plupart étaient en fait des affrontements avec la police), de division des ouvriers entre eux. Les docks en se joignant à la lutte des mineurs lui ont retourné une giflette en pleine figure. La solidarité ne s'est pas exprimée au sein de la corporation, elle s'est par contre exprimée au-delà des corporations, la solidarité d'ouvriers à ouvriers.

Aussi, lorsque la première grève des docks a éclaté en juillet dernier, toutes les forces de la bourgeoisie, syndicats en tête se sont déployées très vite pour éteindre ce foyer de contagion.

La grève avait éclaté sur la question de l'embauche de jaunes pour décharger le charbon que refusaient de décharger les docks : question touchant à la fois à la solidarité avec les mineurs, et à la menace de suppressions de postes qui planaient sur les docks (impliquant la possibilité d'employer des intérimaires). Les syndicats ont réagi très vite :

- en appelant à une grève générale des docks;
- en transformant le problème posé par les docks en "refus d'embaucher des non-syndiqués";
- en faisant reprendre le travail sur ce point des "droits syndicaux", présentés comme une victoire.

Face à la forte combativité des docks, la fin de la grève a été annoncée par la presse avant que les ou-

vriers ne l'aient votée eux-mêmes. Et dans les Assemblées générales, les syndicats ont tout fait pour éviter les votes à main levée.

Le ouf de soulagement de la bourgeoisie anglaise fut de courte durée. Un mois après, la grève redémarrait, cette fois, posant plus clairement les questions du début. Là, les syndicats n'ont pas appelé à la grève nationale; ils se sont efforcés prudemment de limiter les piquets volants entre les docks, pendant que la presse ré-entonnait le couplet de la division, cette fois-ci entre dockers. La police discrète lors du premier conflit, a commencé à matraquer les piquets volants.

Malgré cela, la solidarité ouvrière prenait forme. A tel point, que l'ensemble des syndicats, réunis en Congrès, ont dû changer de tactique. Pour éviter que les mineurs et les dockers ne prennent l'initiative de se rencontrer, de décider ensemble du sens à donner à leur action commune, tous les syndicats ont affirmé leur solidarité avec les mineurs, solidarité qui n'en avait que le nom, mais qui a laissé encore une fois, les ouvriers en attente des résultats des négociations, des promesses.



La deuxième grève des docks a pris fin, mais elle a laissé un germe qui portera ses fruits : elle a posé ouvertement la question de la solidarité ouvrière. Une solidarité qui n'est pas faite de quêtes, de collectes, de pétitions, comme l'entendent les syndicalistes qui confondent solidarité et oeuvres de charité, mais de luttes. Une solidarité ouvrière qui n'est pas une "aide", mais une lutte commune. La solidarité, c'est le coeur, la tête et les bras de la lutte de classe. En affirmant leur solidarité, les ouvriers s'affirment en tant que classe, face à l'Etat capitaliste. Ils opposent alors consciemment une force unie contre les projets bourgeois. C'est face à la menace de cette solidarité que la bourgeoisie tremble et contre laquelle elle déploie ses forces.

EXTRADITION DES BASQUES

LE VERITABLE "CRIMINEL DE SANG", C'EST L'ETAT CAPITALISTE

■ En remettant entre les griffes de la "justice" espagnole 3 militants de l'ETA, le gouvernement de gauche de cette prétendue "terre d'asile" qu'est la France, dévoile une autre facette de son vrai visage. L'argument donné par Fabius et ses sbires pour justifier cet acte en contradiction avec les "meilleures traditions de la République française" est que ces trois éléments sont des "terroristes" ayant accompli des "crimes de sang". Quelle sinistre farce! Les plus grands "criminels de sang", ce ne sont pas les groupuscules terroristes, mais bien les Etats eux-mêmes.

L'Etat espagnol dont les forces de répression ont une longue habitude de massacres, d'emprisonnements, de tortures et dont la façade "démocratique" ne saurait faire oublier qu'il continue d'emprisonner et d'assassiner les ouvriers qui se révoltent contre l'exploitation.

L'Etat français avec à sa tête les partis de droite comme de gauche, qui s'illustrait il y a à peine plus de 20 ans par les massacres massifs d'algériens, par les plus répugnantes "rationalisations", qui aujourd'hui, en tant qu'"ami des travailleurs" (Maurroy) n'hésite pas à déchaîner la répression contre les ouvriers en lutte, qui n'hésitera pas demain à remplacer par des balles les matraques et les grenades dont il se contente pour le moment.

L'Etat anglais, "le plus démocratique du monde" qui depuis le début de

Ce n'est pas un hasard si ce mot a été galvaudé de tous ces derniers tems. Il n'est pas d'association de bienfaisance qui n'aient versé son soutien aux "pauvres ouvriers polonais", et même le syndicat qui a brisé leur force s'est affublé des oripeaux de ce nom : Solidarité. La solidarité de classe, pourtant, les ouvriers en Pologne en avaient bien compris le sens : lorsque les grèves ont éclaté en août 80, l'Etat s'était empressé de donner satisfaction aux ouvriers des chantiers de Gdansk, la forteresse. Ils avaient voté la reprise du travail lorsqu'une délégation du chantier voisin est venue leur rappeler l'existence des autres foyers de grève, et la menace d'un massacre qui les attendaient s'ils se retrouvaient seuls. Les ouvriers de Gdansk ont alors revoté : pour la poursuite de la grève, jusqu'à satisfaction pour tous, et avec garanties contre la répression. Le seul sens de la solidarité ouvrière, c'est celui-là.

L'avenir c'est la lutte de classe

"La Grande-Bretagne serait un musée s'il fallait appliquer à la lettre la théorie selon laquelle les secteurs non rentables ne doivent jamais être fermés" (Thatcher aux mineurs du Yorkshire, le 27-9-84).

Thatcher peut considérer avec mépris ces ouvriers qui se battent pour conserver des vieilleries périmées, qui font obstacle à la "modernisation", qui dans sa bouche comme dans celle de Mitterrand, apparaît comme la voie royale pour sortir de la crise. Le passé, ce sont eux qui l'incarnent.

Quoiqu'en disent les syndicalistes, ce n'est pas pour leur "outil de travail" que les ouvriers se battent. Les mineurs ne luttent pas avec cet acharnement pour conserver un travail qui les tue. Ils se battent pour conserver un salaire, un moyen de survivre, refusant les appels au "réalisme" pour sauver une économie dont l'engrenage ne contient que misère et destruction.

Car l'avenir du capitalisme, ce n'est pas la "modernisation", mais une crise toujours plus profonde. Les vieilles usines ferment, mais les modernes aussi.

Contre la barbarie de cet avenir-là, d'un combat de tous contre tous, où l'on pétiène ceux qui sont tombés les premiers, c'est la solidarité de la classe ouvrière qui est l'avenir.

La grève des mineurs a l'apparence d'une défaite, mais le contenu d'une victoire : celle d'un jalon vers l'unification des luttes ouvrières. C'est contre cette menace que la bourgeoisie tente, toutes forces déployées, de faire face. Le combat ne fait que commencer.

L.A. et D.N.

La grève des mineurs en a expédié des milliers dans ses geôles et en a assassiné deux.

Tous les Etats du monde, dont la fonction première est de garantir par le fer, le feu et le sang, par l'abrutissement des médias et une terreur permanente, la perpétuation de l'exploitation, d'un "ordre" barbare qui ne sait proposer que toujours plus de misère, de famines, de massacres, qui, laissé à sa propre logique, nous prépare un nouveau carnage impérialiste.

Aujourd'hui, les "bonnes relations" entre l'Etat français et l'Etat espagnol font pour victimes des éléments enrôlés dans un mouvement nationaliste absolument étranger au prolétariat et par conséquent sans danger pour les Etats. Mais demain, ce sont les ouvriers les plus combattifs, les militants révolutionnaires qui seront traités de "criminels de sang" pour être livrés à la répression des Etats, qui seront les victimes de la Sainte-Alliance anti-prolétarienne de tous les Etats du monde. Voilà ce qu'il faut comprendre dès aujourd'hui. Voilà ce que les révolutionnaires ont à dire face aux mensonges de "l'Etat démocratique" qui a déjà une longue expérience de ce genre de crimes.

F.M.

LES SYNDICATS "AUTONOMES", UNE BEQUILLE POUR LE SYNDICALISME

■ Le samedi 15/9/84, sous l'égide de la CNT, patronnée et organisée par "Radio-Libertaire" se tenait à Paris ce que l'on pourrait appeler "le Gala du syndicalisme de base". Nous appelons syndicalisme de base le syndicalisme qui se veut une réaction organisée et se donne comme projet et ligne d'action d'offrir une "alternative" à la "mollesse", à la "bureaucratization", à "l'intégration" et la "collaboration" de classe des grandes centrales syndicales traditionnelles comme la CGT, la CFDT, FO, etc... Etaient représentés les syndicats suivants :

- le SDB (Syndicat des Banques)- le SLT (Usinor-Dunkerque)- le SAT (syndicat autogestionnaire PTT), le SNAI (syndicat national d'Air-Inter). Présents lors de cette "fête, réunion, débat", nous avons encore pu constater que :
- loin d'offrir une "alternative", le travail de taupé d'entreprise présenté ne pouvait donner la possibilité de redonner vie à un cadavre - celui du syndicalisme - qui se décompose lentement, empuantissant la lutte de classe, mais au contraire de partager sa mort;

- les initiatives syndicalistes "à la base" ne correspondaient pas à un nouvel élan syndical dans la classe ouvrière des cols bleus et des cols blancs, mais étaient une réaction syndicaliste à une désyndicalisation et à une opposition de plus en plus marquée des ouvriers vis-à-vis du

syndicalisme. Quand nous disons réaction, cela n'est pas à proprement parler exact, puisqu'il s'agit de récupération; - le travail syndical à la base n'offrait pas une nouvelle voie pour faire face à la situation actuelle et aux affrontements sociaux qu'elle contient, mais qu'au contraire, il était une ultime tentative du syndicalisme dans sa tâche de désarmement de la classe ouvrière vis-à-vis des nécessités de son combat. En particulier, dans sa lutte contre l'encadrement syndical traditionnel, corporatiste et nationaliste.

Dans cette "réunion", nous n'avons d'ailleurs pas fait que "constater" ces points, nous nous sommes efforcés de les dire haut et clair. A en juger par l'accueil favorable de la part d'une grande partie de l'assemblée et aux hurlements des gauchistes piqués au vif dans leur petit confort moral et moralisant, nous pouvons dire que nous avons tapé juste.

Syndicalisme traditionnel et syndicalisme de base

Les discours des différents représentants (ou responsables ?) qui ont défilé à la tribune pour faire part de leurs activités et projets nous auraient convaincus, si on ne l'était pas déjà, que ce travail n'avait rien de différent dans son contenu, son optique et ses méthodes du syndicalisme traditionnel, en plus précaire et plus

artisanal, si ce n'est un goût marqué pour la martyrologie qu'ils affichent d'autant plus ostensiblement qu'ils pensent que celle-ci peut suffire à les prémunir contre toute critique, et qu'elle présente une garantie en elle-même. Sa seule distinction est de vouloir faire le même travail, mais "à la base". Ils ne sont que des syndicalistes de crise, de crise du syndicalisme, de crise du capitalisme.

Comme les syndicalistes traditionnels, leur cœur bat dans "l'entreprise", leur regard et ce qu'ils disent n'en dépassent pas les grilles, leur monde s'arrête là où commence celui de la classe ouvrière et de ses besoins réels.

Durant toutes leurs plaidoiries, ce qui dépassait la porte de leur entreprise ou corporation n'existait pas. Ni, par exemple, les licenciements dans l'automobile et les luttes qu'ils provoquent, et si leurs préoccupations ne dépassaient pas le cadre de leur "boîte" et de ses mini-scandales, elles dépassaient encore moins le cadre national : la grève des mineurs en Angleterre ne les intéressait pas plus que le dernier enfantement de Lady D. Où était la voix ouvrière qui cherche à dépasser les carcans de l'entreprise, de la corporation, de la nation qu'impose le syndicalisme traditionnel ? Nulle part !

Leur vision de la situation actuelle et ce qu'ils en disent, elle, non plus n'est pas différente du syndicalisme traditionnel et de la bourgeoisie en

général d'ailleurs : "nous sommes dans une période de restructuration, de modernisation"; - enfin tout le tralala habituel; - "les travailleurs ne doivent pas en pâtir", etc... Pas un mot pour dénoncer la crise du capitalisme qui impose la nécessité à la classe ouvrière de dépasser une simple lutte de résistance, si pressurée aujourd'hui, elle ne veut pas être broyée demain.

Ce n'est pas à un renouveau syndical, un large élan de la classe ouvrière vers sa syndicalisation auquel on assiste aujourd'hui, mais à une désyndicalisation accélérée, quotidienne, et à une poussée vers la remise en cause de l'encadrement syndical dans les différentes luttes. Ce phénomène est un produit direct de la lutte de classe, et, poussé dans ses ultimes conséquences, en représente l'avenir. C'est à cet avenir que s'opposent ces différents "syndicats de base", en tentant de ramener dans le giron du syndicalisme les ouvriers qui tentent de sortir de cet étouffoir. Ils ne représentent pas une alternative à la "collaboration de classe" du syndicalisme traditionnel, au contraire, leur tâche commence là où le syndicalisme traditionnel n'arrive pas à accomplir les siennes. Ils sont au syndicalisme traditionnel ce que la béquille est au boiteux.

Prénat.

CHAZE (GASTON DAVOUST)

■ Gaston Davoust, plus connu sous le nom militant de Chazé est mort le mercredi 26 septembre 1984.

C'était un militant révolutionnaire qui, depuis 1926, a combattu pour la classe ouvrière, quand, de retour du service militaire, il entre au PCF. Né en 1904, il est un de ces rares militants qui n'ont jamais trahi et qui, toute leur vie, sont restés fidèles aux positions communistes. Très vite, il prend contact avec l'opposition de gauche du PCF, ainsi qu'avec "l'Unité léniniste" de Treint, tout en restant membre du PCF. Dans le PC, il est secrétaire du rayon de Puteaux (15ème rayon). Il occupe également des fonctions syndicales puisqu'il devient en 1929 le secrétaire administratif de l'Union des syndicats d'Ingénieurs et techniciens.

Il est exclu du PCF au cours de l'année 1932 pour "gauchisme". En 1933, il participe en tant qu'élément moteur à la Conférence d'unification de "L'opposition de gauche" à laquelle participait la "Gauche Communiste" de Rosmer, "La Fraction de gauche" (ou groupe de Bagnolet) de Barré et Marc, la Fraction de gauche du PCI, la minorité de la Ligue Communiste (trotskyste), la Ligue Communiste elle-même et le groupe de la banlieue ouest (ex-15ème rayon du PCF). Cet effort donnera naissance à la "Fraction de gauche communiste française" à laquelle adhéraient tous les groupes sauf la Ligue Communiste. La Fraction Italienne a vu ce regroupement comme quelque chose de très positif pour le mouvement ouvrier en France puisqu'une fraction française voyait le jour; elle assistait à toutes ses réunions en tant que groupe étranger; un pas supplémentaire aurait consisté dans le regroupement des fractions de gauche au niveau international. C'est avec regret que la Gauche Italienne fait paraître le premier numéro de Bilan en novembre 33, sous sa seule responsabilité. Un projet avait été étudié pour créer un Bureau International d'Information avec cette Opposition Unifiée Française et la Gauche Communiste Allemande de Kurt Landau, devant avoir pour organe commun "Bilan".

La Fraction Française prit le nom d'Union Communiste à la fin de 1933. Jusqu'en 1936, et la guerre d'Espagne, l'Union Communiste a, sous la présidence de la polémique évolué, vers les positions de la Gauche Italienne. Davoust était l'administrateur légal de "Bilan" car des italiens ne pouvaient l'être au vu de la loi française. En 1936, la rupture est consommée entre la Gauche Italienne et l'Union Communiste. Union Communiste, comme la minorité de Bilan, voit dans les événements en Espagne non le début de la deuxième guerre impérialiste mondiale, mais celui de la révolution (1).

En 1939, l'Union Communiste se disloque tout comme la Fraction Italienne. Davoust est arrêté par la Gestapo en juin 1940, puis déporté au camp de

Sachsenhausen jusqu'en 1945. Pendant toute cette période Davoust reste, comme les camarades de la Gauche Italienne, sur les positions de classe contre la guerre impérialiste. Il dénonce les deux camps belligérants en présence : le fasciste et le démocratique, pour ce qu'ils sont, les ennemis de la classe ouvrière. Très peu de militants ont alors résisté à la pression de l'idéologie bourgeoise pendant la guerre impérialiste, et le maintien d'une position internationale intransigeante a été incontestablement la marque des révolutionnaires.

Trotsky notait avec un humour amer le fait qu'à Zimmerwald, les révolutionnaires tenaient dans un taxi; en 1940, ils étaient encore moins nombreux!

En 1946, Davoust adhère au P.C.I. (bordiguiste) où il s'occupait de la correspondance internationale. A ce titre, il eut une correspondance suivie avec Paul Mattick. Son évolution ultérieure le mènera à travers "Socialisme et Barbarie" puis, "Informations et Correspondances Ouvrières" vers le conseilisme.

A travers ce bref rappel des faits, nous avons retracé, malheureusement, d'une façon schématique la vie de Davoust-Chazé. Nous avons souvent dans notre presse, fait la critique de "L'Union Communiste" et expliqué nos désaccords politiques avec Davoust. Cependant, nous avons toujours reconnu le fait que ce camarade est resté toute sa vie durant dans le camp révolutionnaire et prolétarien. En la personne de Chazé, la classe ouvrière vient de perdre un de ses plus fidèles combattants. Jusqu'à sa mort, il était abonné à notre presse; il suivait très rigoureusement l'actualité politique et possédait une correspondance avec des révolutionnaires de tous les pays. A ce titre, l'année dernière, il nous écrivait pour encourager nos efforts et notre intervention, car il reconnaissait qu'une nouvelle vague de la lutte de classe se dessinait. Il avait en effet conservé à 80 ans la capacité de toujours s'enflammer pour l'action et le débat révolutionnaire.

Avec Chazé, nous perdons un révolutionnaire qui nous reliait à la période des années 20 et à cette génération des militants qui ont connu la dernière vague révolutionnaire. Si le lien physique disparaît, nous redeviendrons fortement la continuité politique des organisations révolutionnaires d'avec le passé, au moment surtout où notre classe se remet à lutter simultanément dans tous les pays. Nous saluons le camarade Davoust, et nous continuons son combat, celui de la classe ouvrière. C.C.I

(1) Notre brochure "La gauche communiste d'Italie" et le livre de Chazé "Chronique de la révolution espagnole". (Ed. Spartacus)

REUNION PUBLIQUE :

Les difficultés pour comprendre la lutte de classe et y intervenir

■ En septembre, RI a tenu ses réunions publiques sur la situation en France et l'intervention dans les luttes. Quel poids ont les syndicats malgré une méfiance croissante des ouvriers et une désyndicalisation régulière ? Quel est le poids dans la situation des "couches intermédiaires" ? Qu'est-ce que le "phénomène Le Pen" ? Quel impact des positions révolutionnaires dans l'intervention ? Tels sont les points qui ont été abordés avec les participants à la réunion à Paris. D'accord sur la nature capitaliste de la gauche et des syndicats, les objections et critiques ont été dans les grandes lignes les suivantes :

- l'analyse du CCI est beaucoup trop "optimiste" : les "fameuses bombes sociales" comme Creusot-Loire ont été "désamorçées" ; RI n'analyse la lutte de classes qu'entre bourgeoisie et prolétariat et oublie les "couches intermédiaires", les paysans. Enfin, RI surestime l'influence des positions révolutionnaires dans l'intervention (1).

Tout en se démarquant de ce "scepticisme" sur les luttes actuelles, un autre camarade (2) est intervenu dans le même sens sur l'"optimisme" du CCI : d'abord en doutant du peu de réactions des syndicats face à nos interventions dans les luttes récentes ; ensuite en analysant le retour du PCF dans l'opposition, non comme une nécessité directement liée à la lutte de classe, mais plutôt comme un besoin de se refaire une santé électorale ; enfin, en accordant une place importante au "phénomène Le Pen" dans la situation présente - tout en reconnaissant qu'il ne s'agit pas d'un "fascisme" comme dans les années 30.

Face à ces questions et objections, force est de constater la grande difficulté à comprendre les caractéristiques centrales de la situation présente. Le CCI et sa section en France ne prétendent pas que la révolution est pour demain, ni même que dans la vague de grèves et de mouvements actuels la classe ouvrière s'est débarrassée de ses illusions sur les syndicats, ni que les "couches intermédiaires" n'existent pas. Les marxistes n'ont pas une vision schématique de la lutte de classes. Mais encore savoir de quoi nous parlons et quelle période nous nous trouvons.

Nous ne développerons pas les réponses qui ont été données à la réunion. Nous réaffirmerons quelques points brièvement :

1 - Depuis 1968, ce qui pèse historiquement, c'est l'affrontement fondamental entre bourgeoisie et prolétariat, et ceci ne fait que se confirmer avec l'attaque capitaliste dans les

grands centres industriels : les couches intermédiaires n'ont pas de rôle décisif tant que le prolétariat n'est pas battu physiquement et idéologiquement. Le "phénomène Le Pen" est gonflé pour crédibiliser la gauche au gouvernement ; il ne correspond pas à une caractéristique profonde dans la situation.

2 - La vague de luttes qui se développe depuis un an est une troisième vague après celles de 1968-73 et de 1978-81. Les conditions objectives de crise et la maturation de la conscience de classe dans cette situation historique nouvelle, confèrent à cette vague de luttes des caractéristiques de relative lenteur, avec des heurts répétés entre la classe ouvrière et l'obstacle syndical. L'encadrement syndical, les échecs sur les objectifs immédiats, les hésitations dans la classe ouvrière existent, bien évidemment. Et c'est précisément dans ces combats que la prise de conscience de la classe mûrit et s'étend.

3 - Si les "révolutionnaires" ne voient que l'obstacle et sous-estiment le mouvement, la bourgeoisie, malgré des difficultés ou des "accidents" de parcours comme en France, réagit. Le PCF, s'il est affecté par ses échecs électoraux, est certainement beaucoup plus préoccupé par sa perte d'influence sur le terrain direct de la lutte de classe, car c'est là qu'est sa raison d'être en tant que parti du capital national.

Pour contribuer à l'action et à la prise de conscience révolutionnaire dans la lutte de classes, il est nécessaire d'aller au-delà des "phénomènes" que la bourgeoisie ne cesse de mettre en avant. Aujourd'hui, la dynamique qui est au premier plan est celle du combat de la classe ouvrière contre la bourgeoisie ; seule cette vision permet de comprendre la situation, d'y intégrer les "phénomènes" et d'intervenir.

Défendre des positions révolutionnaires, c'est être capables les premiers de percevoir le processus et s'y inscrire comme facteur actif et décisif. La fixation sur des questions secondaires mène à la dispersion et à la situation qui caractérise encore actuellement le milieu politique prolétarien et révolutionnaire.

M.G.

(1) "Jalons" c/o L'Herbe Rouge. Voir article dans R.I. No 122.

(2) "Association Pour la Communauté Humaine Mondiale", B.P. 39, 33034 Bordeaux Cedex, qui publie "Révolution Sociale".

RUPTURE AVEC LE TERRORISME

Nous publions ci-dessous un communiqué que nous avons reçu d'un petit groupe d'éléments ayant appartenu à une organisation terroriste en Italie et qui se trouvent actuellement sur les positions de la Gauche Communiste. Le CCI a déjà, en plusieurs occasions, pris position sur la question du terrorisme. Voici ce que nous écrivions dans la Revue Internationale de notre Courant :

■ "Le prolétariat n'est plus la seule classe à subir les rigueurs de la terreur de l'Etat sur la société. La terreur s'exerce également sur toutes les classes et couches petites-bourgeoises : paysans, artisans, petits producteurs et commerçants, intellectuels et professions libérales, scientifiques et jeunesse étudiante, et se prolonge jusque dans les rangs mêmes de la classe bourgeoise. Ces couches et classes n'offrant aucune alternative historique au capitalisme, excédés et exaspérés par la barbarie du système et de sa terreur, ne peuvent lui opposer que des actes de désespoir : le terrorisme.

Bien qu'il puisse être également utilisé par certains secteurs de la bourgeoisie, le terrorisme est essentiellement le mode d'action, la pratique des couches et classes désespérées et sans devenir. C'est pourquoi cette pratique qui se veut "héroïque et exemplaire" n'est en fait qu'une action de suicide. Elle n'offre aucune issue et n'a d'autre effet que de fournir des victimes à la terreur de l'Etat. Elle n'a aucun effet positif sur la lutte de classe du prolétariat et ne sert souvent qu'à entraver cette lutte dans la mesure où elle fait naître des illusions parmi les ouvriers sur la possibilité d'une autre voie que celle de la lutte de classe. C'est pour cela aussi que le terrorisme, pratique de la petite-bourgeoisie, peut être et est souvent judicieusement exploité par l'Etat comme moyen de détourner les ouvriers du terrain de la lutte de classe et sert également de prétexte pour renforcer sa terreur.

Ce qui caractérise le terrorisme, pratique de la petite-bourgeoisie, c'est de rester une action de petites minorités ou d'individus isolés, de ne jamais s'élever à des actions de masses, d'être mené dans l'ombre de la petite conspiration, offrant ainsi un terrain de prédilection aux manigances des agents de la police et de l'Etat, et en général, à toutes sortes de manipulations et d'intrigues les plus insolites. Si au départ, le terrorisme est l'émanation de volontés individualistes et non de l'action généralisée d'une classe révolutionnaire, il reste également, dans son aboutissement, sur le plan individualiste. Son action n'est plus dirigée contre la société capitaliste et ses institutions, mais seulement contre des individualités représentatives de cette société. Il prend donc inévitablement l'aspect d'un règlement de comptes, d'une vengeance, d'une vendetta, de personne à personne et non celui d'un affrontement révolutionnaire de classe contre classe.

D'une façon générale, le terrorisme tourne le dos à la révolution qui ne peut être que l'œuvre d'une classe déterminée, engageant de larges masses dans une lutte ouverte et frontale contre l'ordre social existant et pour la transformation sociale. (...)" (1)

"(...)Si, le terrorisme dans le meilleur sens du terme (dans le pire, il peut être dirigé carrément contre les travailleurs), ne saurait jamais être le mode d'action du prolétariat, ce dernier ne le met jamais sur le même plan que la terreur (...)" (1)

"Il est absolument certain que la

COMMUNIQUE

"Nous sommes un petit groupe de communistes italiens en exil en France dont les erreurs du passé pèsent malheureusement d'un poids très lourd sur le présent.

Il y a cinq ans nous avons quitté un groupe de terroristes petit-bourgeois de type anarchiste pour évoluer vers les positions historiques défendues par la Gauche communiste d'Italie. Le terrorisme est l'expression désespérée des classes moyennes laminées par la pression de la crise à une époque où le prolétariat n'est pas encore prêt à constituer de façon formelle son parti et par conséquent encore incapable de donner à ces éléments une perspective de lutte communiste. Notre rupture ne pouvait donc se faire de la même façon qu'avec un groupe légal. Elle a été compliquée par deux facteurs : d'abord et avant tout par le fait que pèsent sur nous les poursuites en instance des cours de justice, et deuxièmement, avec les "combattants résiduels" qui ont décrété qu'une rupture n'est pas autre chose qu'une trahison et de la collaboration.

Sur la base de mensonges notoires, nous avons pendant des années été l'objet de dénigrement, menaces et agressions physiques, qui ont culminé par une attaque dans la manifestation du premier mai à Paris, attaque qui ne s'est pas transformée en tragédie que de justesse.

Nous faisons un appel aux organisations révolutionnaires, parce qu'elles doivent être sur leurs gardes contre de telles pratiques de police stalinienne et parce que notre témoignage peut avoir comme valeur d'accroître la conscience contre le réformisme nationaliste armé qui se donne le masque du communisme. L'histoire a déjà montré que durant la montée de la lutte de classe, ces forces vont s'aligner ouvertement du côté de la contre-révolution, comme des ennemis du parti indépendant de la classe ouvrière.

Signé : A.E., F.I., P.M.
Paris, juin 1984

Ce communiqué est publié dans tous les organes territoriaux du CCI ainsi que dans "Battaglia Comunista" (Italie), "Workers' Voice" (G.B.) et "Communisme et civilisation" (France).

classe ouvrière manifeste généralement une attitude de solidarité et de sympathie, non pas à l'égard du terrorisme qu'elle condamne en tant qu'idéologie, organisation et méthodes, mais à l'égard des éléments qui s'y livrent. Cela pour des raisons évidentes :

1) parce qu'ils sont en révolte contre l'ordre de terreur existant que le prolétariat se propose de détruire de fond en comble;
2) parce que comme la classe ouvrière, ils sont également les victimes de la cruelle exploitation et oppression de la part de l'ennemie mortelle du prolétariat : la classe capitaliste et son Etat. Le prolétariat ne peut pas ne pas manifester sa solidarité à ces victimes en essayant de les sauver des mains des bourreaux, de la terreur d'Etat existante et en s'efforçant de les dégager de l'impasse mortellement dangereuse : le terrorisme, dans laquelle ils se sont fourvoyés." (2)

Les camarades qui nous ont fait parvenir ce communiqué sont parmi ceux qui ont réussi de se "dégager de l'impasse mortellement dangereuse... dans laquelle ils s'étaient fourvoyés". Nous saluons leur effort qui les a conduits non à une capitulation devant l'Etat bourgeois (et encore moins à une collaboration avec celui-ci comme c'est le cas des "repentis"), ni à la démoralisation (qui aboutit souvent à diverses formes de mysticisme) mais rejoindre le terrain de classe du prolétariat.

C'est bien d'ailleurs pour cette raison qu'ils sont l'objet des agressions des "combattants résiduels". En effet, la conduite répugnante des "repentis", dans la mesure où elle constitue un repoussoir, présente un danger moindre pour le maintien en vie des groupes terroristes que le comportement responsable de ceux qui font la démonstration qu'on peut rompre avec le terrorisme sans abandonner le combat contre l'Etat capitaliste; plus : en rejoignant le véritable combat contre le capital.

En concentrant leurs attaques contre des militants communistes véritables, ces "combattants résiduels" se font donc, consciemment ou inconsciemment, de véritables auxiliaires de l'Etat qu'ils prétendent combattre.

Nous ne partageons pas toutes les positions des camarades qui ont rédigé ce communiqué : en effet, certaines formulations de ce texte démontrent qu'ils se rattachent au courant bordiguiste. Cependant, cela ne saurait amoindrir notre pleine solidarité envers ces camarades face aux persécutions dont ils sont les victimes de la part de l'Etat capitaliste, de la part de ceux qui se refusent à comprendre que le véritable combat contre celui-ci ne peut en aucune façon utiliser l'arme du terrorisme, qui tentent d'introduire dans le prolétariat des méthodes de lutte qui lui sont totalement étrangères et qu'il doit extirper avec fermeté.

(1) Revue Internationale n°15, "Résolution sur le terrorisme, terreur et violence de classe"

(2) Revue Internationale n°14, "Terreur, terrorisme et violence de classe".

PUBLICATIONS DU CCI

(ÉCRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, SANS MENTION DU NOM DE LA PUBLICATION)

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 13, BRUXELLES 31
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Drawer 1774
NEW YORK, N.Y. 10027 USA

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, BOX 21106
10031 STOCKHOLM, SUÈDE

REVOLUTION INTERNATIONALE

RI, BP 581
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469
80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR, Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

WM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION

Postfach 410308
5000 KÖLN 41 RFA

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5F + 3F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4F + 3F pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4F + 3F pour frais d'envoi) 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4F + 3F)
- La décadence du capitalisme (10F + 6F)
- Le Trotskysme (6F + 3F)
- Recueil d'articles (épuisé)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) 4F
- L'Etat dans la période de transition (12F + 6F)
- Plate-forme et Manifeste du CCI (4F + 3F)
- La Gauche Communiste d'Italie (30F + 12F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES

12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE
ETRANGER PAR AVION
110F 120F

ABONNEMENTS SIMPLES

12 numéros du journal :
ETRANGER PAR AVION
65 F 80F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
120F 120F 150F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
70F 80F 100F

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI : CCP 202 3302 X PARIS.

REVUE INTERNATIONALE N. 38

- QUELLES PERSPECTIVES POUR LES GREVES ACTUELLES
- LA CRISE EN EUROPE DE L'OUEST
- CRISE ET LUTTE DE CLASSE EN BELGIQUE - HOLLANDE
- LES CONDITIONS DE SURGISEMENT DU PARTI
- LE COMMUNISTENBOND SPARTACUS ET LE COURANT CONSEILLISTE (1942 - 1948)

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu
Paris 20ème
Directeur de publication : D. Van Celst
N° de commission Paritaire : 54267

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème: Quel est le rôle des révolutionnaires face au développement des luttes ouvrières actuelles?

AIX EN PROVENCE :

PERMANENCE le 10 octobre, de 18h à 19h, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX :

REUNION PUBLIQUE le 27 octobre à 17h au café Victor Hugo, 52, cours Victor Hugo.

CONTACT-DIFFUSION : le 27 octobre de 10h30 à 11h30 au marché St Michel, place Meynard.

LYON :

REUNION PUBLIQUE le 26 octobre à 21h à MAJO, impasse Métral, Villeurbanne, métro République.

PERMANENCE le 30 octobre, à 18h, à la même adresse.

MARSEILLE :

REUNION PUBLIQUE le 12 octobre à 21h au 205 rue Ste Cécile, 13005.

PERMANENCE le 17 octobre de 18h à 19h, à "l'Artistic Bar", 4 cours Joseph Thierry, 13001.

NANTES :

REUNION PUBLIQUE le 27 octobre à 17h au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.

CONTACT-DIFFUSION le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30, au marché de la petite Hollande.

PARIS :

REUNION PUBLIQUE le 13 octobre à 17h au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème (métro Porte de Choisy).

PERMANENCES tous les samedis à 16h, au même endroit (sauf le samedi de la réunion publique).

ROUEN :

PERMANENCE le 20 octobre, à 16h30, à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

REUNION PUBLIQUE le 26 octobre à 21h cité Universitaire de l'Arsenal, Bat.C.

PERMANENCES tous les vendredis à 18h30 au bar "Le Colbert" avenue St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).

CONTACT DIFFUSION les 2ème et 4ème dimanches du mois de 11h à 12h30 au marché aux légumes (place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche du mois de 11h à 13h30 au Marché aux Puces (Saint Sernin).



■ A la suite de la signature de l'accord entre la France et la Libye pour le retrait militaire du Tchad, on entend tellement la bourgeoisie hexagonale se gargariser du succès "pacifiste" de sa diplomatie, qu'il est d'abord nécessaire de dénoncer d'aussi vils mensonges, surtout qu'il viennent de la gauche. Premièrement, l'histoire du rapatriement des troupes françaises après "mission accomplie" est pure tricherie. Les unités militaires que la France a engagées sur le terrain tchadien font de toutes façons partie de la fameuse structure pro-guerrière dite des "forces d'action rapide". La simple existence de cette structure désigne le besoin pour la bourgeoisie occidentale de l'intervention militaire. Le retrait des troupes françaises du Tchad ne signifie donc pas autre chose que leur mise en disponibilité pour de futures actions sur d'autres terrains d'opérations. Avant-hier au Liban, hier au Tchad, elles seront demain à l'œuvre ailleurs, il n'y a aucune raison d'en douter. Au demeurant, et pour l'essentiel d'entre elles, les troupes françaises ne regagnent pas les pacifiques casernes de la métropole, mais réintègrent les différentes bases opérationnelles de l'impérialisme militaire français en Afrique noire (Tchad y compris, du reste). Deuxièmement, l'issue diplomatique de la tension tchadienne ne signifie en rien un triomphe de la paix, mais augmente tout au contraire la pression de la perspective bourgeoise de troisième guerre mondiale.

Dès le départ de l'opération MANTA en août 83 (voir RI n.112), nous avons clairement montré que la défense territoriale du Tchad ou le soutien à Hissène Habré étaient pour très peu, ou très indirectement, dans les raisons de l'intervention militaire française. Nous disions que la Libye constituait le véritable enjeu et que l'opération MANTA était de fait un piège tendu à Khadafi. Qu'un an ait été nécessaire pour que le piège porte ses effets ne diminue pas l'éclatance réussite finale de l'impérialisme occidental. Quelles que soient les modalités compensatrices de l'accord arraché à la Libye, quelles que soient ses clauses secrètes, quel que soit maintenant l'avenir exact des relations de l'impérialisme occidental avec la Libye, il reste que l'accord signé entre Khadafi et Chéysson signifie indubitablement un assouplissement de la Libye devant les diktats de l'impérialisme occidental, et, de toutes manières, une voie d'intégration plus grande de l'Etat de Tripoli à l'intérieur du camp américain. C'est cela qui, dès le départ de la manœuvre au Tchad, était en jeu. C'est cela qui est en train de s'accomplir. Très symptomatique de l'effet de la pression occidentale sur la Libye est, par exemple, le fait que Khadafi vient de reconnaître Arafat comme le leader de l'OLP; ce qui constitue un éloignement de la Libye par rapport aux positions syriennes hier encore soutenues par elle.

Cette dernière circonstance, en elle-même, est très parlante pour dénoncer toutes les protestations de perspective "pacifique" ou de "détente" contenues dans la propagande bour-

geoise. A travers elle, en effet, on voit très bien ce qui se prépare, et quel sera le prolongement direct de l'accord franco-libyen: un renouvellement de la pression occidentale au Moyen-Orient, et, en particulier, l'accentuation de l'isolement de l'Iran.

En ce sens, on a déjà vu que, tandis que se profilait le règlement du problème "tchadien", Mitterrand program-mait un voyage en Syrie, dans le temps même où la France offrait au frère du président syrien, Rifaat El Assad, sortant de maladie, un lieu de convalescence bien diplomatique, à Paris. Toujours sur le terrain diplomatique, la pression sur l'Iran se concrétise à la suite du récent voyage du chef d'Etat de la RFA pour la recherche d'une "solution" modérée au travers du président iranien de l'assemblée, Hachemi Rafsanjani. Cet effort diplomatique est par ailleurs militairement conforté par l'envoi, cet été, d'une formidable armada occidentale dans la Mer Rouge, pour, paraît-il, récupérer les mines iraniennes qui s'avèrent avec le temps curieusement introuvables.

De tout ceci, il ressort très évident que si les armes des troupes occidentales ne crépitent plus directement sur le terrain, depuis le désengagement militaire au Liban, cela ne traduit en aucune sorte un relâchement de l'agressivité offensive du bloc américain, ni une quelconque accalmie impérialiste.

L'action personnelle de la France dans l'affaire "tchadienne" pourrait faire croire, et la propagande bourgeoise de l'hexagone ne se prive pas de la suggérer, qu'elle poursuit une diplomatie un tant soit peu indépendante. En réalité, la France, et qui plus est la France gouvernée par les "socialistes", a démontré à propos du Tchad sa totale allégeance à la politique impérialiste du bloc américain, ce qui ne la rend pas moins dénonçable. Les élections américaines nécessitant un relatif et temporaire retrait de la scène du pays leader du bloc, le passage au premier plan de la France était, en quelque sorte, obligé. Le bloc utilise le plus intelligemment possible, et en fonction des circonstances, les cartes dont il dispose et c'est vrai que pour les théâtres moyen-oriental et africain, la France est particulièrement désignée pour jouer les premiers lieutenants du capitalisme leader américain. S'y prêtent, tout à la fois, son passé colonial, lui permettant d'utiliser des influences qu'elle a maintenues en place, la réputation "tiers-mondiste" de son gouvernement, et enfin, un équipement militaire qui fait d'elle bel et bien la seconde puissance armée du bloc. Ceci dit, même si la France a joué le premier rôle en pied sur la scène libyenne, la conduite résolutoire du problème libyen est en réalité l'affaire du bloc tout entier, agissant comme un ensemble uni. C'est ainsi que les accords d'Oujda entre le Maroc et la Libye, en juillet dernier, qui anticipaient et préparaient d'une manière certaine celui du désengagement militaire entre Paris et Tripoli, ont entièrement été organisés, au niveau du bloc, au travers d'un déplace-

ment du général US Vernon Walters, le séjour sur place de deux colonels du Mossad israélien, par le travail de deux juristes français en droit international, rédacteurs effectifs des clauses du traité d'Oujda, par la visite, enfin, du conseiller du roi Hassan II aux USA. La détermination du bloc à parvenir à ses fins avec la Libye est en outre soulignée par le fait qu'il a moralement "convaincu" l'Algérie d'être, avec l'Arabie Saoudite, partie co-signataire du dit accord d'Oujda.

Pour des raisons idéologiques à usage interne, la France, par son pouvoir socialiste, peut bien se faire mous-ser sur son "succès libyen", les accords franco-libyens sont en fin de compte une toute petite chose. Ils sont l'arbre par lequel la bourgeoisie française entend nous cacher la forêt. Ces accords nous indiquent certes le niveau atteint par l'offensive occidentale contre l'impérialisme russe, en cela qu'ils tendent à régler des problèmes demeurés longtemps en suspens dans cette zone du bassin méditerranéen. Mais ils préfigurent aussi ce que sera bientôt la nouvelle accélération de cette offensive. Cel-

le-ci se produira vraisemblablement dès le lendemain des élections aux USA. Mais déjà, Reagan en donne l'avant-goût, dans des déclarations récentes où il remet en cause les sessions russes en Europe et par la même occasion les accords de Yalta.

La classe ouvrière ne saurait jamais être assez virulente pour dénoncer les mystifications pacifistes de la bourgeoisie. Les derniers faits venant du Tchad et de la Libye lui démontrent en outre combien la gauche, conformément aux exemples de son attitude déjà bien inscrits dans l'histoire de ce siècle, est un agent de la guerre impérialiste. Le PS qui, dans l'opposition avant mai 81, était un foudre de guerre en pacifisme, manifeste aujourd'hui pleinement ses capacités militaires pour le bloc. Les gauchistes qui en septembre 83 criaient: "les paras hors du Tchad" ont bien servi de couverture idéologique à la gauche qui, comme l'ensemble de la bourgeoisie, n'est jamais plus branchée sur la guerre que lorsqu'elle parle de paix.

30 septembre, S.M.

GREVES EN OCCIDENT

(Suite de la p.4)

leurs propres membres. Ils n'ont cessé de mettre en avant "le respect" de l'accord de 1983, incluant la baisse de salaire de 10 %. Ils recommandaient aux dockers d'aller à la plage, un "comité central de grève" du syndicat devant "s'occuper de tout". Ils appelaient les ouvriers d'une entreprise à la grève sans avertir les autres et sans passer par le "pool" du port, lieu habituel de rassemblement des dockers et de façon générale en ne livrant aucune information aux ouvriers sur ce qui se passait.

C'est que, pour les syndicats, il s'agissait avant tout de détourner les ouvriers de leurs propres expériences de lutte, notamment en 1979 où les travailleurs du port en grève étaient parvenus pendant 15 jours à organiser en dehors du cadre syndical des assemblées générales quotidiennes des dockers et des remorqueurs coordonnées par un comité d'action unitaire des travailleurs du port constitué à partir des représentants élus de chaque entreprise. Chaque jour paraissait une affiche donnant les nouvelles de la grève et deux porte-parole du comité présentaient à l'assemblée générale un compte-rendu des actions menées et soumettaient au vote de l'assemblée les propositions d'actions futures.

Avec cette expérience encore récente beaucoup d'ouvriers ont très vite porté de vives critiques à l'"action syndicale", même si l'expression de ces critiques a oscillé entre plusieurs aspects: le poids des illusions subsistant envers les syndicats a poussé certains à former un "comité d'ouvriers" pour "faire pression" sur les syndicats, afin de les "forcer" à organiser une grève générale dans tout le port et à appeler à des assemblées dans les entreprises tandis que l'écœurement était si général qu'au bout de trois jours les ouvriers avaient renoncé aux grèves appelées

par les syndicats. Par contre, dans plusieurs entreprises, la grève a été déclenchée ou relancée spontanément. Ainsi, une volonté d'étendre réellement la lutte s'est consciemment exprimée chez les ouvriers du port alors que la question du sens de l'activité syndicale s'est trouvée posée par beaucoup d'entre eux.

Alors que Rotterdam reste le port du monde qui représente la plus importante concentration ouvrière (malgré la suppression de 4 000 emplois depuis 1979 !) et que son activité revêt une importance vitale en Europe (de lui dépend tout l'approvisionnement du bassin de la Ruhr), la pression du prolétariat devait amener la direction du port à réviser provisoirement assez vite ses plans de licenciements qui étaient suspendus mi-septembre.

Mais les ouvriers de Rotterdam comme d'ailleurs n'ont pas d'illusions à se faire: la bourgeoisie ne renonce jamais à ses mesures anti-ouvrières. Leur lutte n'est pas terminée, elle commence à s'engager vraiment et, pour l'avenir, cette nouvelle expérience du sabotage syndical n'est pas près de s'effacer de certaines mémoires.

Partout, le même retus des conditions de vie dictées par l'aggravation de la crise et l'expérience accumulée à travers les luttes, remettent en cause de jour en jour l'encadrement syndical qui ne peut que dévoiler davantage sa nature bourgeoise. A mesure que les syndicats poursuivent leur travail d'isolement, de division des luttes ouvrières, le prolétariat est internationalement amené à prendre conscience de la véritable source de sa force: sa capacité à étendre ses luttes.

Dans plusieurs de ces pays (Pays-Bas, Suède, Espagne, Etats-Unis), le CCI a pu intervenir dans ce sens au cours de ces dernières luttes.

Y.D. - d'après Internationalisme 89

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions:

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes:

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative: socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.